

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/204324]

**3 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté ministériel exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques**

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

Vu le règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;

Vu le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles, D.4, D.17, D.242, D.243 et D.249;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques remplaçant l'arrêté du 13 février 2014 relatif à l'octroi d'aides agro-environnementales et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi de subventions agro-environnementales, les articles 4, §§ 2 et 3, alinéa 3, 5, §§ 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et 2, 6, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 5, 8, alinéa 2, 9, §§ 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, et 3, alinéa 2, 11, alinéas 3, 3<sup>o</sup>, et 4, 12, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 2 et § 5, 13, alinéas 2 et 3, 17, alinéa 2, 19, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et § 2, 20, alinéas 1<sup>er</sup> et 2 et 21, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, et § 2, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup>;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 janvier 2015;

Vu le rapport du 5 février 2015 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale du 26 février 2015 et le 18 juin 2015;

Vu l'avis 57.819/2/V du Conseil d'Etat, donné le 19 août 2015, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que des mesures doivent être prises afin de permettre l'application de la nouvelle programmation européenne;

Considérant le programme wallon de développement rural, tel qu'approuvé par le Gouvernement wallon et adopté par la Commission européenne le 20 juillet 2015, lequel doit être mis en œuvre,

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> arrêté du Gouvernement : l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques;

2<sup>o</sup> arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables;

3<sup>o</sup> arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale;

4<sup>o</sup> loi du 12 juillet 1973 : la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

**Art. 2.** En application de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement, le bénéficiaire introduit une demande d'aide au plus tard pour le 31 octobre de l'année précédant le début de son engagement.

Le courrier visé à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, de l'arrêté du Gouvernement, est envoyé par l'organisme payeur au plus tard pour le 20 décembre précédant le début de son engagement.

**CHAPITRE II. — Les méthodes ciblées**

**Art. 3.** Conformément à l'article 4, § 2, de l'arrêté du Gouvernement, les méthodes ciblées, prévues au programme de développement rural sont, la :

1<sup>o</sup> méthode 3 : prairies inondables;

2<sup>o</sup> méthode 4 : prairies de haute valeur biologique;

3<sup>o</sup> méthode 7 : parcelles aménagées;

4<sup>o</sup> méthode 8 : bandes aménagées;

5<sup>o</sup> méthode 10 : plan d'action agroenvironnemental.

**Art. 4.** En application de l'article 4, § 3, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement, on entend par culture sous labour toute culture à l'exception :

- 1° des prairies;
- 2° des cultures forestières à rotation courte;
- 3° du miscanthus;
- 4° des boisements de terre agricole;
- 5° des parcelles agricoles sous couvert forestier;
- 6° des fruits à coque;
- 7° des cultures maraîchères sous verre;
- 8° des pépinières de plants fruitiers ou de plantes ornementales;
- 9° des sapins de Noël;
- 10° des pépinières de plants forestiers;
- 11° des cultures fruitières pluriannuelles.

**Art. 5.** En application de l'article 8, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement, l'organisme payeur notifie par un document la recevabilité ou l'irrecevabilité de la demande d'aide et de la demande de paiement au bénéficiaire au plus tard pour le 30 juin suivant l'introduction de sa demande de paiement.

En application de l'article 12, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, l'avis d'expert est rendu au plus tard le 31 décembre de l'année d'introduction de la demande d'aide.

### CHAPITRE III. — *Le cahier des charges*

#### *Section 1<sup>re</sup>. — Méthode 1 : Eléments du maillage*

##### *Sous-section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales*

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le bénéficiaire qui s'engage à déclarer les éléments du maillage, à ne pas les détruire, à les entretenir et, si possible, à améliorer les éléments du maillage de son exploitation, peut obtenir des aides pour ces éléments, dans les conditions décrites aux sous-sections 2 et 3.

L'engagement contient suffisamment d'éléments du maillage pour attribuer une aide d'au minimum 100 euros au bénéficiaire.

§ 2. Les éléments du maillage sont situés sur des terres agricoles ou en limite de terres agricoles de l'exploitation du bénéficiaire.

##### *Sous-section 2. — Haies et bandes boisées*

**Art. 7.** Le bénéficiaire qui s'engage à déclarer des haies et des bandes boisées et à les entretenir peut obtenir une aide annuelle de 25 euros par tranche de 200 mètres.

**Art. 8.** Les conditions à respecter sont les suivantes :

- 1° les haies situées dans des terres agricoles ou en limite de terre agricoles sont des bandes continues composées d'arbres ou d'arbustes feuillus indigènes;
- 2° les haies et bandes boisées peuvent être constituées de plusieurs tronçons d'une longueur minimale de 10 mètres chacun;
- 3° le bénéficiaire s'abstient de tout traitement herbicide à moins d'un mètre du pied de la haie et sur la haie et la bande boisée, à l'exception des traitements localisés contre les chardons et rumex.

En ce qui concerne les haies mentionnées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, en aucun cas, les lisières de bois, de forêt ou leur envahissement sur les terres agricoles ne sont considérés comme des haies ou des bandes boisées. Sont cependant reconnus comme haies des alignements d'arbres feuillus indigènes situés dans les terres agricoles, à l'exclusion des plantations ou rangées monospécifiques de peupliers. La distance maximale entre les arbres d'un alignement est de 10 mètres.

En ce qui concerne les tronçons mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° leur largeur maximale est de 10 mètres. En cas de haie, des vides de 2 mètres au maximum entre deux tronçons sont comptabilisables.

##### *Sous-section 3. — Arbres, arbustes, buissons et bosquets isolés, arbres fruitiers à haute tige*

**Art. 9.** Le bénéficiaire qui s'engage à déclarer des arbres, arbustes, buissons et bosquets isolés, arbres fruitiers à haute tige et à les entretenir peut obtenir une aide annuelle de 25 euros par tranche de vingt éléments. Ces vingt éléments équivalent à 200 mètres de haies.

**Art. 10.** Les conditions à respecter sont les suivantes :

- 1° les éléments admissibles situés dans des terres agricoles ou en limite de terres agricoles sont constitués :
  - a) d'arbres fruitiers à haute tige, situés en prairie;
  - b) d'arbres isolés, morts ou vivants, d'essence feuillue indigène situés à plus de 10 mètres de tout autre arbre, haie, bande boisée ou bosquet, et dont la circonférence du tronc, mesurée à 1,50 mètre de hauteur, est supérieure ou égale à 40 centimètres et dont la couronne est d'au minimum 4 mètres sauf en cas de taille;
  - c) de buissons et arbustes d'essence feuillue indigène situés à plus de 2 mètres de tout autre arbre, haie, bande boisée ou bosquet, présentant une hauteur de plus d'1,5 mètre;
  - d) de bosquets de moins de 4 ares situés à plus de 2 mètres de tout autre arbre, arbuste isolé, bande boisée ou haie;
- 2° le bénéficiaire s'abstient de tout traitement herbicide à moins d'un mètre du pied des arbres, arbustes, buissons et bosquets isolés et arbres fruitiers à haute tige, à l'exception des traitements localisés contre les chardons et rumex;
- 3° les éventuels travaux d'entretien, dont la taille, sont autorisés du 1<sup>er</sup> juillet et au 15 avril inclus.

## Sous-section 4. — Mares

**Art. 11.** Le bénéficiaire qui s'engage à déclarer des mares situées dans des terres agricoles ou en limite de terres agricoles et à les entretenir peut obtenir une aide annuelle de 100 euros par mare. Chaque mare équivaut à 400 mètres de haies.

**Art. 12.** Les conditions à respecter sont les suivantes :

1° les mares sont des étendues d'eau dormante situées dans des terres agricoles ou en limite de terres agricoles, d'une superficie minimale d'eau de 25 mètres carrés entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 31 mai inclus, de maximum 10 ares d'eau libre et d'une superficie minimale de 100 mètres carré incluant la zone ripicole;

2° une bande de minimum six mètres de large autour de la mare n'est jamais labourée;

3° une bande de minimum 2 mètres de large est inaccessible au bétail; un accès pour l'abreuvement de celui-ci peut être aménagé, à condition que la partie accessible ne dépasse pas 25 pour cent de la superficie et du périmètre de la mare;

4° toute fertilisation et traitement phytosanitaire à moins de douze mètres des berges est interdit;

5° toute introduction de déchet et tout élevage de poissons ou palmipèdes sont interdits;

6° en cas d'envasement ou d'atterrissement, le bénéficiaire procède à un curage de la mare.

*Section 2. — Méthode 2 : Prairie naturelle*

**Art. 13.** Le bénéficiaire qui s'engage à gérer certaines surfaces de prairie selon le cahier des charges repris à l'article 14 peut obtenir une aide annuelle de 200 euros par hectare de prairie naturelle.

L'aide n'est pas accessible aux surfaces ou parties de surfaces faisant l'objet d'une unité de gestion « prairies habitats et milieux ouverts prioritaires », « prairies habitats d'espèces » et « bandes extensives » au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon 19 mai 2011 et bénéficiant de l'indemnité Natura 2000 prévue par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 pour les prairies à contraintes fortes.

Le seuil minimal d'engagement pour la méthode est fixé à 100 euros d'aide au niveau de l'exploitation.

Le seuil maximal d'engagement pour la méthode est fixé à 50 pour cent de la superficie de prairies de l'exploitation. Les 10 premiers hectares sont exemptés de ce plafonnement.

**Art. 14.** Les conditions à respecter sont les suivantes :

1° aucune intervention sur la terre agricole du 1<sup>er</sup> novembre et au 15 juin inclus, à l'exception d'un nivellement superficiel, par étaupinage ou d'une réparation de dégâts de sangliers;

2° l'apport de fertilisant est limité à un épandage annuel d'engrais de ferme du 16 juin au 15 août inclus;

3° entre le 16 juin au 31 octobre inclus, la gestion de la terre agricole peut être réalisée soit par pâturage, soit par fauche avec récolte et maintien d'au moins 5 pour-cent de zones refuges non fauchées jusqu'à la fauche ou jusqu'au pâturage suivant;

4° le bétail ne reçoit aucun concentré et aucun fourrage sur la parcelle agricole;

5° l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, à l'exception du traitement localisé contre les chardons et rumex non protégés par l'annexe VI.B de la loi du 12 juillet 1973 est interdite.

La localisation de la zone refuge mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, peut varier à chaque fauche.

*Section 3. — Méthode 3 : Prairies inondables*

**Art. 15.** Le bénéficiaire qui s'engage à gérer certaines terres agricoles de prairies selon le cahier des charges repris à l'article 16 peut obtenir une aide annuelle de 200 euros par hectare. Le seuil minimum d'admissibilité à la méthode est de 100 euros par engagement.

L'aide n'est pas accessible des superficies bénéficiant de l'Indemnité Natura 2000 pour les prairies à contraintes fortes et des superficies bénéficiant d'une indemnité Natura 2000 « Bande extensive » prévue par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 pour les prairies à contraintes fortes.

**Art. 16.** Les conditions à respecter sont les suivantes :

1° un diagnostic relatif au risque de crue et à l'intérêt de la mise temporaire sous eau de la parcelle en cas de pic de crue donne lieu à un avis d'expert préalable comprenant les dispositions spécifiques à la situation locale, dont des conditions de charge en bétail en cas de gestion par pâturage;

2° une submersion temporaire mais récurrente de la surface est favorisée par un aménagement hydraulique végétalisé, par l'utilisation d'une prédisposition naturelle du relief ou par une levée de terre de manière à augmenter localement la surface inondée;

3° sauf justification dans l'avis d'expert, est interdit tout travail de :

a. drainage;

b. curage des fossés;

c. remblai;

d. nature à perturber l'inondation du terrain;

4° aucune intervention n'a lieu sur la surface pendant une période précisée dans l'avis d'expert;

5° sur la zone inondable et sur une zone tampon de 6 mètres de large autour de la zone inondable, aucun apport de fertilisants et amendements n'a lieu, à l'exception des restitutions par les animaux au pâturage;

6° la gestion de la surface peut être réalisée soit par pâturage, soit par fauche avec récolte et ramassage de foin, comme repris dans l'avis d'expert;

7° l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, à l'exception du traitement localisé contre les chardons et rumex non protégés par l'annexe VI.B de la loi du 12 juillet 1973 est interdite.

L'aménagement mentionné à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, peut également consister en une ou plusieurs ouvertures du bourrelet de berge le long d'un cours d'eau pour permettre l'inondation de la prairie.

Toutefois, en ce qui concerne l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, une intervention unique de nivellement superficiel par étaupinage ou réparation de dégâts de sangliers est tolérée du 1<sup>er</sup> janvier au 15 avril inclus.

*Section 4. — Méthode 4 : Prairies de haute valeur biologique*

**Art. 17.** Le bénéficiaire qui s'engage à gérer certaines surfaces de prairie selon le cahier des charges « prairies de haute valeur biologique » peut obtenir une aide annuelle de 450 euros par hectare.

Cette aide est réduite à 250 euros par hectare sur les surfaces ou partie de surfaces faisant l'objet d'une unité de gestion « prairies habitats et milieux ouverts prioritaires » et « prairies habitats d'espèces » au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon 19 mai 2011 et bénéficiant de l'indemnité Natura 2000 prévue par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 pour les prairies à contraintes fortes.

Cette aide n'est pas accordée pour des surfaces faisant l'objet d'unité de gestion « bandes extensives » au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon 19 mai 2011 et bénéficiant de l'indemnité Natura 2000 prévue par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 pour les prairies à contraintes fortes.

En application de l'article 9, § 3, de l'arrêté du Gouvernement, cette méthode est accessible à des gestionnaires de terres non agriculteurs pour les surfaces de prairies à contraintes fortes au sein des périmètres Natura 2000. Le montant de l'aide est fixé à € 0 pour les gestionnaires de terre non agriculteurs.

**Art. 18.** Les conditions à respecter sont les suivantes :

1° un diagnostic préalable relatif à la valeur biologique de la surface donne lieu à un avis d'expert conformément à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement, comprenant les dispositions spécifiques à la situation locale;

2° aucune intervention sur la surface pendant une période précisée dans l'avis d'expert et s'étendant, sauf cas particuliers, du 1<sup>er</sup> janvier à une date en juillet précisée dans cet avis n'est autorisée;

3° le bétail présent sur la surface ne reçoit ni concentré, ni fourrage;

4° aucun apport de fertilisants et amendements n'a lieu, à l'exception des restitutions par les animaux lors du pâturage et sauf exception dûment motivée dans l'avis d'expert;

5° l'utilisation de produits phytopharmaceutiques est interdite, à l'exception du traitement localisé contre chardons et rumex non protégés par l'annexe VI.B de la loi du 12 juillet 1973;

6° le semis ou le sur-semis, sauf cas particuliers motivés dans l'avis d'expert sont interdits;

7° en cas de gestion autre que par pâturage, seule la fauche avec exportation du produit de la fauche est autorisée;

8° sauf justification dans l'avis d'expert, les travaux de drainage ou de curage des fossés sont interdits.

Toutefois, en ce qui concerne l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, une intervention unique de nivellement superficiel par étaupinage ou réparation de dégâts de sangliers est tolérée du 1<sup>er</sup> janvier au 15 avril inclus.

Pour les cas de gestion autre que par pâturage, visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, au moins 10 pour cent de la superficie de la surface sont maintenus sous la forme de bandes refuges non fauchées. A chaque fauche, une telle zone refuge est maintenue jusqu'à la fauche suivante. Toutefois, la localisation de la zone refuge peut varier à chaque fauche, en fonction de l'avis d'expert. En cas de pâturage après la fauche dans le délai prévu dans l'avis d'expert, la zone refuge pourra être pâturée. L'avis d'expert précise les autres modalités éventuelles de pâturage.

*Section 5. — Méthode 5 : Tournières enherbées*

**Art. 19.** Les bénéficiaires qui s'engagent à gérer des bords de champs en respectant le cahier des charges « tournières enherbées » peuvent obtenir une aide annuelle de 21,60 euros par tronçon de 20 mètres de longueur sur une largeur standard de 12 mètres.

Cette méthode n'est pas accessible aux surfaces bénéficiant d'une indemnité au titre de l'unité de gestion « bandes extensives » dans les conditions fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 pour les prairies à contraintes fortes.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Les conditions à respecter sont les suivantes :

1° la tournière enherbée est implantée en remplacement d'une superficie de culture sous labour ou d'une ancienne tournière ou bande aménagée;

2° la tournière enherbée est maintenue durant la durée de l'engagement sur tout ou partie du périmètre d'une superficie consacrée durant cette période à une culture sous labour;

3° la tournière enherbée n'est pas implantée le long d'une prairie sauf si une haie sépare la prairie de la tournière enherbée;

4° la largeur de ces tournières est, en tout point, de 12 mètres;

5° la longueur minimale par engagement est de 200 mètres, par tronçons de 20 mètres au moins;

6° la superficie cumulée des tournières enherbées, parcelles aménagées et bandes aménagées n'excède pas 9 pour cent de la superficie en culture sous labour de l'exploitation telle qu'établie par l'organisme payeur sur la base des superficies déterminées de culture sous labour mentionnées dans la demande unique du bénéficiaire pour l'année d'introduction de la demande d'aide des aides agro-environnementales et climatiques concernées;

7° en cas d'installation, la tournière est ensemencée avec un mélange diversifié dont les espèces sont fixées au paragraphe 2 et dont la composition est présentée à l'organisme payeur ou à son organisme délégué en cas de contrôle sur place;

8° la tournière enherbée ne reçoit pas de fertilisant ou d'amendement;

9° elle n'est pas traitée avec un produit phytopharmaceutique, à l'exception du traitement localisé contre chardons et rumex non protégés par l'annexe VI.B de la loi du 12 juillet 1973;

10° le seul mode de gestion autorisé est la fauche du 16 juillet au 30 septembre inclus, avec récolte obligatoire;

11° la tournière enherbée n'est pas accessible à des véhicules motorisés à des fins de loisirs et ne sert pas de chemin ou au passage de charroi;

12° aucun dépôt d'engrais, d'amendement ou de récolte n'est toléré sur la tournière;

13° en cas de coulée boueuse ou de dépôt de sédiment sur une épaisseur de plus de 10 centimètres, ou de dégâts occasionnés par des travaux temporaires d'utilité publique, un nettoyage ou une réimplantation du couvert herbacé sont réalisés.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, deux tournières enherbées ne sont pas contiguës longitudinalement. Toutefois, il peut être dérogé à ces principes uniquement lorsque la configuration initiale de la partie considérée de la superficie de culture sous labour sur laquelle la tournière enherbée a été installée présentait une largeur comprise entre 24 et 36 mètres.

En dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 9<sup>o</sup>, un traitement localisé avec des herbicides spécifiques est autorisé contre les chardons et rumex. En cas de présence de balsamine de l'Himalaya, le bénéficiaire les détruit par fauche, broyage ou arrachage avant production de graines.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup>, une bande refuge non fauchée sera maintenue à chaque fauche sur une largeur minimale de 2 mètres. Cette bande refuge est maintenue jusqu'à la fauche suivante. La localisation de la bande refuge peut varier à chaque fauche. Par dérogation, une coupe d'ététagage sans récolte peut néanmoins être réalisée dans les douze semaines qui suivent le semis.

§ 2. Le choix de la composition du mélange diversifié mentionné au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, est laissé à l'appréciation du bénéficiaire, pour autant que les conditions suivantes soient respectées, compte tenu de la liste des espèces végétales pour tournières prévue au paragraphe 3 :

1<sup>o</sup> graminées de base :

1/. le pourcentage en poids des semences est compris entre 50 et 85 pour cent du mélange;

2/. les espèces non pérennes ou très intensives, tels les ray-grass hybrides, italien et de Westerwold, ainsi que les bromes cultivés sont exclus;

3/. le ray-grass anglais, la fléole, le dactyle et la fétuque des prés représentent chacun au maximum 30 pour cent du mélange;

2<sup>o</sup> légumineuses de base :

1/ le pourcentage en poids de semences est compris entre 15 et 40 pour cent du mélange;

2/ trois espèces au minimum sont présentes, chacune à concurrence d'au moins 5 pour cent du mélange;

3<sup>o</sup> autres dicotylées : d'autres dicotylées peuvent être intégrées au mélange à condition qu'aucune espèce ne soit présente à concurrence de plus de 5 pour cent du mélange.

§ 3. La liste des espèces végétales pour tournières est la suivante :

1<sup>o</sup> Légumineuse de base :

1. Lotier corniculé;

2. Luzerne lupuline ou Minette;

3. Luzerne cultivée;

4. Sainfoin ou Esparcette;

5. Trèfle violet;

6. Trèfle blanc;

2<sup>o</sup> autre dicotylées :

1. Cerfeuil sauvage;

2. Bleuet;

3. Chicorée sauvage;

4. Carotte sauvage;

5. Vipérine;

6. Eupatoire chanvrine;

7. Herbe aux mille trous ou millepertuis;

8. Knautie;

9. Grande marguerite;

10. Lychnis fleur de coucou;

11. Salicaire;

12. Mauve musquée;

13. Mauve sauvage;

14. Melilot blanc;

15. Melilot officinal;

16. Menthe aquatique;

17. Origan;

18. Pavot douteux ou petit coquelicot;

19. Grand coquelicot;

20. Plantain lanceole;

21. Brunelle commune;

22. Reseda jaune;

23. Oseille des prés;

24. Scrofulaire noueuse;

25. Consoude rude;

26. Consoude officinale;

27. Consoude hybride;

28. Trèfle hybride;

## 29. Trèfle incarnat.

*Section 6. — Méthode 6 : Cultures favorables à l'environnement*

**Art. 21.** Le bénéficiaire qui s'engage à pratiquer les cultures favorables à l'environnement reçoit une aide annuelle de 200 euros par hectare.

**Art. 22.** Les conditions à respecter sont les suivantes :

1° le bénéficiaire s'engage à pratiquer la méthode sur une superficie au moins égale à celle mentionnée pour cette méthode dans son engagement initial, et ce, chaque année de l'engagement;

2° cultiver un mélange de céréales et de légumineuses, la deuxième espèce représentant au moins 20 pour cent du mélange;

3° tout apport de fertilisant ou d'amendement est interdit pour la culture visée et couvre au moins une période allant jusqu'au 15 septembre pour la parcelle considérée;

4° l'utilisation de produits phytopharmaceutiques est interdite, à l'exception du traitement localisé contre chardons et rumex non protégés par l'annexe VI.B de la loi du 12 juillet 1973. Cette interdiction s'étend sur toute le cycle de la culture concernée et se prolonge au minimum jusqu'au 15 septembre ;

5° la demande ne porte que sur la culture qui est récoltée durant l'année civile concernée, c'est la culture en place au 31 mai qui détermine ce qui est cultivé.

La superficie minimale mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, est celle qui ouvre le droit à l'aide correspondante. La superficie supplémentaire sur laquelle est pratiquée la méthode ne donne droit à aucune aide au titre de l'engagement considéré.

*Section 7. — Méthode 7 : Parcelles aménagées*

**Art. 23.** Le bénéficiaire qui adopte la méthode « parcelles aménagées » peut obtenir une aide annuelle de 600 euros par hectare.

Si ces superficies sont comptabilisées comme surfaces d'intérêts écologiques dans le cadre du verdissement, l'aide est ramenée à 350 euros par hectare.

**Art. 24.** Les conditions à respecter sont les suivantes :

1° la parcelle aménagée est implantée en remplacement d'une superficie de culture sous labour et elle n'est pas contiguë à une surface de l'exploitation engagée dans les méthodes « tournières enherbées » ou « bandes aménagées »;

2° la parcelle aménagée est maintenue durant la durée de l'engagement;

3° la superficie de ces surfaces agricoles est comprise entre 0,5 et 1,5 hectare, sauf exception spécifiée et argumentée dans l'avis d'expert;

4° les objectifs particuliers de la parcelle aménagée ainsi que le choix de la localisation, des dimensions, de la composition du couvert, des dates et modalités de gestion, sont précisés dans l'avis d'expert tel que défini à l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement, tenant compte des enjeux et contraintes locales en matière agricole et environnementale;

5° en aucun cas, la superficie de l'ensemble des tournières enherbées, parcelles aménagées et bandes aménagées n'excède 9 pour cent de la superficie en culture sous labour de l'exploitation telle qu'établie par l'organisme payeur sur la base des superficies de culture sous labour mentionnées dans la demande unique du bénéficiaire pour l'année d'introduction de la demande d'aide des aides agro-environnementales et climatiques concernées;

6° aucune fertilisation et aucun amendement n'est autorisé, sauf exception spécifiée et argumentée dans l'avis d'expert;

7° aucune utilisation de produits phytosanitaires, à l'exception du traitement localisé contre les chardons et rumex n'est autorisée;

8° en cas de présence de balsamine de l'Himalaya, la destruction par fauche, broyage ou arrachage avant production de graines est obligatoire;

9° les surfaces agricoles concernées ne sont pas accessibles à des véhicules motorisés à des fins de loisirs et ne servent pas de chemin ou de passage pour le charroi;

10° aucun dépôt d'engrais, d'amendement ou de récolte n'est toléré sur la parcelle aménagée.

*Section 8. — Méthode 8 : Bandes aménagées*

**Art. 25.** Le bénéficiaire qui adopte la méthode "bandes aménagées" peut obtenir une aide annuelle de 30 euros par tronçon de 20 mètres de longueur sur une largeur standard de 12 mètres.

Cette méthode n'est pas accessible aux surfaces bénéficiant d'une indemnité au titre de l'unité de gestion « bandes extensives » dans les conditions fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012.

Si ces superficies sont comptabilisées comme surface d'intérêt écologique dans le cadre du verdissement, l'aide est ramenée à 8,4 euros par tronçon de 20 mètres de longueur sur une largeur standard de 12 mètres.

**Art. 26.** Les conditions à respecter sont les suivantes :

1° la bande aménagée est implantée en remplacement d'une superficie de culture sous labour, en ce compris une ancienne tournière ou une ancienne bande aménagée;

2° la bande aménagée est maintenue sur tout ou partie du périmètre d'une superficie consacrée durant cette période à une culture sous labour;

3° la largeur standard de ces bandes est de 12 mètres;

4° la longueur minimale par engagement est de 200 mètres, par tronçons de 20 mètres au moins;

5° les objectifs particuliers de la bande aménagées ainsi que le choix de la localisation, de la largeur, de la composition du couvert, des dates et modalités de gestion, sont précisés dans l'avis d'expert, tenant compte des enjeux et contraintes locales en matière agricole et environnementale;

6° en aucun cas, la superficie de l'ensemble des tournières enherbées et bandes aménagées n'excède 9 pour cent de la superficie en culture sous labour de l'exploitation telle qu'établie par l'organisme payeur sur la base des superficies de culture sous labour mentionnées dans la demande unique du bénéficiaire pour l'année d'introduction de la demande d'aide des aides agro-environnementales et climatiques concernées;

7° aucune fertilisation et aucun amendement n'est autorisé, sauf exception spécifiée et argumentée dans l'avis d'expert;

8° l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, à l'exception du traitement localisé contre les chardons et rumex non protégés par l'annexe VI.B de la loi du 12 juillet 1973 est interdite;

9° en cas de présence de balsamine de l'Himalaya, la destruction par fauche, broyage ou arrachage avant production de graines est obligatoire;

10° les bandes aménagées concernées ne sont pas accessibles à des véhicules motorisés à des fins de loisirs et elles ne servent pas de chemin ou de passage pour le charroi;

11° aucun dépôt d'engrais, d'amendement ou de récoltes n'est toléré sur ces bandes aménagées;

12° un tronçon de 20 mètres de longueur de bande aménagée a une influence sur 0,3 hectare.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, deux bandes de parcelle aménagée ne sont pas contiguës longitudinalement. Toutefois, il peut être dérogé à ces principes lorsque la configuration initiale de la partie considérée de la superficie de culture sous labour sur laquelle la bande de parcelle aménagée a été installée présentait une largeur entre 3 et 42 mètres.

Toutefois, pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3° la largeur admissible aux aides peut être ramenée à 3 mètres ou étendue jusqu'à 30 mètres. L'aide est adaptée proportionnellement à la largeur effective.

En dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 10, le passage du tracteur est autorisé à l'occasion des travaux agricoles à mener dans la surface attenante et lorsque spécifié et argumenté dans l'avis d'expert.

#### Section 9. — Méthode 9 : Autonomie fourragère

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. Le bénéficiaire qui s'engage dans la méthode « Autonomie fourragère » peut obtenir une aide annuelle suivante, pour une charge moyenne inférieure à :

1° 1,4 UGB/ha : 100 euros par hectare de prairie;

2° 1,8 UGB/ha hors zone vulnérable : 50 euros par hectare de prairie.

L'ensemble des prairies de l'exploitation sont admissibles à l'aide.

Le seuil minimum d'admissibilité de la méthode est fixé à 250 euros par engagement au niveau de l'exploitation. Lorsque la charge en bétail est inférieure à 0,6 UGB par hectare, les superficies prises en compte pour le calcul de l'aide sont limitées aux superficies nécessaires pour atteindre ce seuil.

§ 2. Pour l'application des dispositions de la section 9, on entend par :

1° UGB : l'unité de gros bétail ou l'unité de référence permettant d'agréger le bétail de différentes espèces et de différents âges en utilisant des coefficients spécifiques établis initialement sur la base des besoins nutritionnels ou alimentaires de chaque type d'animal;

2° zones vulnérables : l'ensemble des zones désignées par le Ministre comme zone vulnérable en application de l'article R.212 du Code wallon de l'Environnement, Livre II.

**Art. 28.** § 1<sup>er</sup>. Les conditions à respecter sont les suivantes :

1° la charge moyenne en bétail de l'exploitation est inférieure à 1,4 UGB par hectare de superficie fourragère, telles que reprises dans le groupe de cultures « Prairies et cultures fourragères » telles que définie à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté ministériel du 3 septembre 2015 relatif aux aides à l'agriculture biologique;

2° hors d'une zone vulnérable, la charge moyenne en bétail de l'exploitation inférieure à 1,8 UGB par hectare de superficie fourragère, telles que reprises dans le groupe de cultures « Prairies et cultures fourragères » telles que définie à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté ministériel du 3 septembre 2015 relatif aux aides à l'agriculture biologique;

3° les seuls épandages de matières organiques autorisés sur les prairies sont ceux des effluents produits par les animaux ayant servi à établir la charge;

4° à l'exception du traitement localisé sous les clôtures électriques et contre les chardons et rumex non protégés par l'annexe VI.B de la loi du 12 juillet 1973, l'utilisation de produits phytopharmaceutiques est interdite dans les prairies admissibles à l'aide.

La charge en bétail est la charge moyenne annuelle de l'exploitation pour l'année civile considérée. Cette charge est établie en prenant en compte les éléments suivants :

1° la moyenne des données journalières provenant du système d'identification et d'enregistrement des animaux Sanitrace, en ce qui concerne les bovins;

2° le nombre d'équidés déclarés par l'agriculteur dans son formulaire de demande unique de l'année considérée;

3° l'inventaire annuel relatif à l'identification et l'enregistrement des ovins et des caprins.

Le calcul du nombre d'UGB relatif à ces animaux est établi en utilisant les coefficients suivants :

1° bovins de deux ans et plus, équidés de plus de six mois : 1 UGB;

2° bovins de 0 à six mois : 0,4 UGB;

3° bovins de six mois à deux ans : 0,6 UGB;

4° ovins ou caprins de plus de 6 mois : 0,15 UGB;

5° cervidés de plus de six mois : 0,25 UGB.

Par dérogation, à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, l'apport d'autres effluents organiques est autorisé sur les prairies qui ne reçoivent aucun engrais minéral pour autant que le taux de liaison au sol de l'exploitation tel que défini dans le livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau soit inférieur ou égal à 0,6.

§ 2. Lorsque le bénéficiaire respecte les conditions du paragraphe 1<sup>er</sup>, il bénéficie de l'aide prévu à l'article 27, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°.

Lorsque le bénéficiaire respecte les conditions au paragraphe 1<sup>er</sup>, à l'exception de la condition prévue au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, il bénéficie de l'aide prévue à l'article 27, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°.

Lorsque la charge en bétail est inférieure à 0,6 UGB par hectare de superficie fourragère, les superficies prises en compte pour le calcul de l'aide sont limitées aux superficies nécessaires pour atteindre ce seuil.

*Section 10. — Méthode 10 : Plan d'action agro-environnemental*

**Art. 29.** Tout bénéficiaire exploitant une ou des terres agricoles en Région wallonne qui applique la méthode "plan d'action agro-environnemental" peut bénéficier d'une aide calculée selon la formule définie à l'article 5, § 2, de l'arrêté du Gouvernement.

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup>. Les conditions à respecter sont les suivantes :

1° établir avant l'introduction de la demande d'aide un plan d'action agro-environnemental, avec l'avis d'expert visé à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement du 3 septembre 2015;

2° exécuter ce plan d'action durant la durée de l'engagement en intégrant les mises à jour prévues au point 3°;

3° chaque année, à partir de la deuxième année de l'engagement, mettre à jour le plan d'action avec l'expert en évaluant l'exécution du plan d'action et en identifiant explicitement les freins éventuels à la mise en œuvre;

4° au terme de l'engagement, un rapport réalisé avec l'aide d'un agent d'encadrement présentera les résultats, conclusions et perspectives du plan d'action eu égard aux objectifs initialement fixés;

5° les points forts et les points faibles de l'exploitation en matière agroenvironnementale et climatique sont passés en revue en considérant la liste indicative des éléments suivants et en tenant compte des caractéristiques spécifiques de l'exploitation :

a) gestion de la fertilisation et du sol au moyen, entre autre, d'un cahier d'épandage, plans de fumure, compostage, biométhanisation, participation à des banques d'effluents, couverture hivernale du sol, adoption de conseils pour une fertilisation raisonnée, bilan d'azote, analyse de fourrages et calcul de rations, analyse d'effluents organiques, présence de cultures à fortes réduction d'intrants et applications localisées, analyses de terres agricoles;

b) gestion des traitements phytopharmaceutiques;

c) gestion du paysage et aménité des abords de ferme comprenant l'intégration architecturale des différents bâtiments, l'entretien des abords de ferme, la visibilité d'éléments négatifs éventuels vis-à-vis des riverains et du public en général, l'utilisation de plantations pour l'aménagement des abords de ferme ou le caractère indigène des plantations;

d) gestion des éléments de la biodiversité et du paysage dans la zone agricole comprenant la proportion occupée par le réseau écologique dans l'exploitation, l'exploitation appropriée des prairies marginales, l'adoption d'actions agro-environnementales de développement du réseau écologique et du paysage ainsi que de préservation de l'environnement en bordure des terres agricoles, la proportion de cours d'eau protégée, la proportion d'éléments ligneux entretenus chaque année, exploitation extensive de milieux naturels pour le compte d'associations ou de la Région, la création de milieux naturels tels que des mares ou des plantations, l'accueil de la petite faune inféodée aux bâtiments agricoles, par exemple des hirondelles, des chouettes effraies ou des chauve-souris, ou des actions de conservation du patrimoine agricole;

e) effort d'épuration et d'autres aspects environnementaux.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, en cas de modifications importantes de l'exploitation ou en fonction d'éventuels nouveaux éléments facilitant ou retardant la mise en œuvre du plan, le bénéficiaire en informe l'agent d'encadrement afin que ce plan soit amendé.

Suite au rapport d'évaluation visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, une évaluation positive du plan fondée sur une exécution satisfaisante des objectifs est une condition de reconduction du plan à cette échéance.

§ 2. Le plan d'action visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, point 1°, comprend les éléments suivants :

1° un diagnostic environnemental de l'exploitation qui met en évidence :

a) les enjeux environnementaux prioritaires du territoire;

b) les points forts et les points faibles en matière d'application des bonnes pratiques agricoles;

c) les points forts et les points faibles spécifiques à l'exploitation en matière d'effort agro-environnemental et identifiés selon le canevas du § 1<sup>er</sup>, point 5°, avec un accent particulier sur ceux en relation avec les enjeux environnementaux prioritaires identifiés à l'échelle du territoire;

2° des objectifs à court terme, soit un an, à moyen terme, soit cinq ans, et à long terme, soit des perspectives, qui concernent les points faibles et valorisent les atouts en relation avec des enjeux environnementaux prioritaires du territoire;

3° une liste d'actions agro-environnementales précises, comprenant entre autre l'adoption de bonnes pratiques, adoption de méthodes agro-environnementales ou autres types d'actions susceptibles de contribuer à la solution des problèmes et de valoriser les points forts identifiés, est dressée en regard des objectifs retenus aux trois échéances.

Le plan d'action ainsi que chacune de ses mises à jour font l'objet d'un rapport cosigné par l'agent d'encadrement et par le bénéficiaire concerné.

En ce qui concerne les objectifs visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les facteurs qui s'opposeraient à l'adoption d'objectifs répondant à l'un ou l'autre de ces enjeux prioritaires sont identifiés et repris explicitement.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, les actions relatives aux objectifs à court et moyen termes sont localisées et programmées de manière réaliste dans le temps dans un calendrier prévisionnel d'exécution.

**Art. 31.** Les cultures sous labour concernées par l'autonomie protéique en application de l'article 4, § 2, dernier alinéa, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 sont :

1° les légumineuses;

2° les mélanges céréales - légumineuses;

3° les prairies temporaires.

## Section 11. — Méthode 11 : races locales menacées

**Art. 32.** Le bénéficiaire qui s'engage à détenir des animaux de races locales menacées figurant dans la liste ci-dessous peut bénéficier d'une aide annuelle de 120 euros par bovin, 200 euros par cheval et 30 euros par mouton.

**Art. 33.** § 1<sup>er</sup>. Les conditions à respecter sont les suivantes :

1° le bénéficiaire s'engage à détenir un nombre d'animaux admissibles au moins égal au nombre mentionné pour cette méthode dans sa demande d'aide et ce, chaque année de l'engagement;

2° les animaux concernés répondent au standard originel de la race reconnue comme menacée de disparition;

3° les animaux concernés sont enregistrés dans le livre généalogique agréé de la race ou ce qui en tient lieu;

4° pour les races qui ne sont pas au bord de l'extinction, soit le cheval de trait belge et le mouton ardennais roux, ne peuvent faire l'objet de la méthode que les animaux de race pure qui sont inscrits dans la section principale du livre généalogique, c'est-à-dire dont tous les parents et grands parents sont inscrits dans le livre généalogique agréé de la race ou ce qui en tient lieu;

5° les animaux concernés sont âgés d'au moins 2 ans pour les chevaux et les bovins et d'au moins 6 mois pour les ovins;

6° les animaux sont enregistrés dans le système d'identification et d'enregistrement des animaux Sanitrace, s'il s'agit de bovins ou d'ovins;

7° le bénéficiaire fournit lors de sa demande d'aide et lors de chaque contrôle un listing des différents animaux, admissibles à l'aide, détenus.

Le nombre mentionné à l'aliéna 1<sup>er</sup>, 1°, est celui qui ouvre le droit à l'aide correspondante. Les animaux supplémentaires ne donnent droit à aucune aide au titre de l'engagement considéré.

Le listing visé à l'aliéna 1<sup>er</sup>, 6°, est établi, daté et certifié par l'organisme gestionnaire du livre généalogique et comprend les informations permettant d'identifier l'animal, sa race et son détenteur.

§ 2. La liste des races locales menacées admissibles à l'aide est arrêtée à ce qui suit :

1° races bovines :

a) blanc-bleu mixte;

b) pie-rouge de l'Est;

2° races ovines :

a) mouton laitier belge;

b) mouton Entre-Sambre et Meuse;

c) mouton ardennais tacheté;

d) mouton ardennais roux;

e) mouton Mergelland;

3° races chevalines :

a) cheval de trait ardennais;

b) cheval de trait belge.

## CHAPITRE IV. — Cumul d'engagement

**Art. 34.** § 1<sup>er</sup>. Le tableau des cumuls, partie culture, prévu à l'article 11, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement est le suivant :

A. Culture	Tournières	Cultures extensives	Bandes aménagées	Parcelles aménagées	Natura Bande extensive	Agriculture biologique	SIE Eléments du paysage	SIE Jachère
Eléments du paysage	C	C	C	C	C	C	X	C
Tournières		X	X	X	X	O	C	X
Cultures extensives			X	X	X	O	C	X
Bandes aménagées				X	X	O	C	C-21,6
Parcelles aménagées					X	O	C	C-250
Natura Bande extensive						O	C	X
Agriculture biologique							C	O

§ 2. La légende du tableau prévu au paragraphe 1<sup>er</sup> est la suivante :

C = cumul des primes autorisé

X = Non cumulable

O = pas d'aide à l'agriculture biologique.

C-21,6 = cumul possible sous réserve de la soustraction du montant de 21,6 euro par tronçon de 20 mètres pour une largeur standard de 12 mètres.

C-250 = cumul possible sous réserve de la soustraction de 250 euros par hectare.

Par « aide à l'agriculture biologique » au sens du paragraphe 1<sup>er</sup>, il faut entendre l'aide au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du xx septembre 2015 relatif à l'octroi des aides à l'agriculture biologique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'octroi des aides à l'agriculture biologique.

Par « Natura 2000 bande extensive » au sens du paragraphe 1<sup>er</sup>, il faut entendre une bande extensive visée à l'article 1<sup>er</sup>, 9<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012.

**Art. 35.** § 1<sup>er</sup>. Le tableau des cumuls, partie prairie, prévu à l'article 11, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement, est le suivant :

B. Prairie	Prairie naturelle	Prairie inondable	Prairie de haute valeur biologique	Autonomie fourragère	Agriculture biologique	Natura Prairie à contraintes faibles	Natura Prairie à contraintes fortes	Natura Bande extensive
Éléments du paysage	C	C	C	C	C	C	C	C
Prairie naturelle		X	X	C	C	C	X	X
Prairie inondable			X	C	C	C	X	X
Prairie de haute valeur biologique				C	C	C	C-200	X
Autonomie fourragère					C	C	C	C
Agriculture Biologique						C	O	O
Natura Prairie à contraintes faibles							X	X
Natura Prairie à contraintes fortes								X

§ 2. La légende du tableau prévu au paragraphe 1<sup>er</sup> est la suivante :

C = cumul des primes possible

X = cumul interdit

O = pas d'aide à l'agriculture biologique

C-200 = cumul possible sous réserve de la soustraction de 200 euros par hectare.

Par « aide à l'agriculture biologique » au sens du paragraphe 1<sup>er</sup>, il faut entendre l'aide au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif à l'octroi des aides à l'agriculture biologique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique.

Par « Natura 2000 bande extensive » au sens du paragraphe 1<sup>er</sup>, il faut entendre une bande extensive visée à l'article 1<sup>er</sup>, 9<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012.

#### CHAPITRE V. — Les transformations, extension et remplacement

**Art. 36.** Les transformations autorisées conformément à l'article 19, § 2, de l'arrêté du Gouvernement sont :

1° la transformation d'un engagement pour une ou plusieurs méthodes décrites au chapitre 3 en un engagement pour la méthode 10 « Plan d'action agro-environnemental » décrite au chapitre 3;

2° la transformation d'un engagement pour les méthodes 2 « Prairies naturelles » et 3 « Prairies inondables » visées au chapitre 3 en un engagement pour la méthode 4 « Prairies de haute valeur biologique » visée au chapitre 3;

3° la transformation d'un engagement pour la méthode 5 « Tournières enherbées » visée à au chapitre 3 en un engagement pour la méthode 8 « Bandes aménagées » visée au chapitre 3;

4° la transformation d'un engagement pour la méthode 6 « Cultures favorables à l'environnement » visée au chapitre 3 en un engagement pour la méthode 7 « Parcelles aménagées » visée au chapitre 3.

**Art. 37.** Les demandes de transformation, d'extension et de remplacement, respectivement prévues aux articles 19, § 1<sup>er</sup> et 21, §§ 1<sup>er</sup> et 2, de l'arrêté du Gouvernement, sont introduites au moyen de la demande unique prévue à l'article D.28 du Code wallon de l'Agriculture.

#### CHAPITRE VI. — Dispositions diverses

**Art. 38.** Pour l'application de l'article 12, § 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015, le service est représenté par l'Inspecteur général du Département de l'Environnement et de l'Eau de l'administration.

Le recours visé à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement est introduit au moyen d'une lettre recommandée à la poste ou tout autre moyen conférant une date certaine, dans un délai de quarante-cinq jours à dater du jour où le bénéficiaire a eu connaissance de la décision querrellée.

Namur, le 3 septembre 2015.

R. COLLIN

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/204324]

**3. SEPTEMBER 2015 — Ministerialerlass zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen**

Der Minister für Landwirtschaft,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem und die Bedingungen für die Ablehnung oder Rücknahme von Zahlungen sowie für Verwaltungssanktionen im Rahmen von Direktzahlungen, Entwicklungsmaßnahmen für den ländlichen Raum und der Cross Compliance;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 807/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Einführung von Übergangsvorschriften;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 808/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER);

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen zur Entwicklung des ländlichen Raums und der Cross Compliance;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.17, D.242, D.243 und D.249;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen, zur Ersetzung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Februar 2014 zur Gewährung von Beihilfen im Rahmen von Agrarumweltmaßnahmen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen, Artikel 4 § 2 und § 3 Abs. 3, Artikel 5 § 1 Abs. 1 und § 2, Artikel 6 § 1 Abs. 1 und 5, Artikel 8 Abs. 2, Art. 9 § 1 Ziffern 3 und 4, und § 3 Abs. 2, Art. 11 Abs. 3 Ziffer 3 und Abs. 4, Artikel 12 § 1 Abs. 1 und 2 und § 5, Artikel 13 Abs. 2 und 3, Artikel 17 Abs. 2, Artikel 19 § 1 Ziffer 2 und § 2, Artikel 20 Abs. 1 und 2 und Artikel 21 § 1 Abs. 2 Ziffer 2, und § 2 Abs. 2 Ziffern 2, 4 und 6;

Aufgrund des am 30. Januar 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des Berichts vom 5. Februar 2015, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3, 2° des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 26. Februar 2015 und 18. Juni 2015;

Aufgrund des am 19. August 2015 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 57.819/2/V;

In der Erwägung, dass Maßnahmen zu treffen sind, um die Durchführung der neuen europäischen Programmplanung zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass das von der Wallonischen Regierung genehmigte und von der Europäischen Kommission am 20. Juli 2015 angenommene wallonische Programm für die ländliche Entwicklung einzuleiten ist,

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Erlass der Regierung: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen;

2° Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen;

3° Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur;

4° Gesetz vom 12. Juli 1973: das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur.

**Art. 2** - In Anwendung von Artikel 6 § 1 Abs. 1 des Erlasses der Regierung reicht der Beihilfeempfänger einen Beihilfeantrag spätestens zum 31. Oktober des Jahres vor dem Anfang seiner Verpflichtung ein.

Die Zahlstelle schickt das in Artikel 6 § 1 Abs. 5 des Erlasses der Regierung genannte Schreiben spätestens zum 20. Dezember vor dem Anfang seiner Verpflichtung.

KAPITEL II — *Die gezielten Methoden*

**Art. 3** - Gemäß Artikel 4 § 2 des Erlasses der Regierung sind die im Programm für die ländliche Entwicklung vorgesehenen, gezielten Methoden die Folgenden:

- 1° Methode 3: Überschwemmungsgrünland;
- 2° Methode 4: biologisch wertvolles Grünland;
- 3° Methode 7: bepflanzte Ackerparzellen;
- 4° Methode 8: bepflanzte Ackerstreifen;
- 5° Methode 10: agrarökologischer Aktionsplan.

**Art. 4** - In Anwendung von Artikel 4 § 3 Abs. 3 des Erlasses der Regierung versteht man unter gepflegter Kultur alle Kulturen mit Ausnahme:

- 1° des Grünlands;
- 2° der Forstkulturen mit einer kurzen Umtriebszeit;
- 3° des Miscanthus;
- 4° der Aufforstung von Agrarflächen;
- 5° der landwirtschaftlichen Parzellen mit forstlicher Bedeckung;
- 6° der Schalenfrüchte;
- 7° des Treibhaus-Gemüseanbaus;
- 8° der Baumschulen von Obstbäumen oder Zierpflanzen;
- 9° der Weihnachtstannenbäume;
- 10° der Baumschulen für forstliche Baumarten;
- 11° des mehrjährigen Obstbaus.

**Art. 5** - In Anwendung von Artikel 8 Absatz 2 des Erlasses der Regierung teilt die Zahlstelle dem Beihilfeempfänger spätestens zum 30. Juni nach der Einreichung seines Zahlungsantrags durch ein Dokument mit, ob der Beihilfeantrag und der Zahlungsantrag zulässig oder unzulässig sind.

In Anwendung von Artikel 12 § 1 Abs. 2 wird das Expertengutachten spätestens am 31. Dezember des Jahres der Einreichung des Beihilfeantrags abgegeben.

KAPITEL III — *Das Lastenheft**Abschnitt 1 — Methode 1: Elemente des landschaftlichen Netzwerks*Unterabschnitt 1 — *Allgemeine Bestimmungen*

**Art. 6** - § 1 - Der Beihilfeempfänger, der sich verpflichtet, die Elemente des landschaftlichen Netzwerks in seiner Erklärung zu vermerken, sie nicht zu vernichten, sie zu unterhalten und, wenn möglich, die Elemente des landschaftlichen Netzwerks innerhalb seines Betriebs zu verbessern, kann unter den in den Unterabschnitten 2 und 3 beschriebenen Bedingungen Beihilfen dafür erhalten.

Die Verpflichtung enthält eine ausreichende Anzahl von Elementen des landschaftlichen Netzwerks, um dem Empfänger eine Beihilfe in Höhe von mindestens 100 Euro zu gewähren.

§ 2 - Die Elemente des landschaftlichen Netzwerks befinden sich auf landwirtschaftlichen Flächen oder am Rande von landwirtschaftlichen Flächen, die dem Betrieb des Beihilfeempfängers gehören.

Unterabschnitt 2 — *Hecken und Gehölzstreifen*

**Art. 7** - Der Beihilfeempfänger, der sich verpflichtet, Hecken und Gehölzstreifen in seiner Erklärung zu vermerken und sie zu unterhalten, kann eine jährliche Beihilfe in Höhe von 25 Euro pro Abschnitt von 200 Metern erhalten.

**Art. 8** - Die zu beachtenden Bedingungen sind die Folgenden:

- 1° bei den auf landwirtschaftlichen Flächen oder am Rande von landwirtschaftlichen Flächen befindlichen Hecken handelt es sich um ununterbrochene Streifen einheimischer Laubbäume oder -sträucher;
- 2° die Hecken und die Gehölzstreifen können aus mehreren Abschnitten mit einer jeweiligen Mindestlänge von 10 Metern bestehen;
- 3° der Beihilfeempfänger verzichtet auf jede Behandlung mit Unkrautvernichtungsmitteln in einem Abstand von weniger als einem Meter von der Basis der Hecke und auf der Hecke und dem Gehölzstreifen selbst, mit Ausnahme von einer lokalen Behandlung gegen Disteln und Ampfer.

Was die in Absatz 1 Ziffer 1 genannten Hecken betrifft, kann in keinem Fall der Waldrand oder die Vegetation des Waldes, die auf die landwirtschaftlichen Flächen übergreift, als Hecke oder Gehölzstreifen gewertet werden. Die Reihen von einheimischen Laubbäumen in landwirtschaftlichen Flächen, mit Ausnahme von Anpflanzungen oder Baumreihen, die nur aus Pappeln bestehen, werden jedoch als Hecken gewertet. Der Höchstabstand zwischen den Bäumen einer Reihe beträgt zehn Meter.

Was die in Absatz 1 Ziffer 2 genannten Abschnitte betrifft, beträgt ihre Höchstbreite 10 Meter. Im Fall von Hecken können leere Flächen von höchstens 2 Metern zwischen zwei Abschnitten angerechnet werden.

Unterabschnitt 3 — *Alleinstehende Bäume, Sträucher, Büsche und Haine, hochstämmige Obstbäume*

**Art. 9** - Der Beihilfeempfänger, der sich verpflichtet, alleinstehende Bäume, Sträucher, Büsche und Haine, hochstämmige Obstbäume in seiner Erklärung zu vermerken und sie zu unterhalten, kann eine jährliche Beihilfe von 25 Euro für jeweils zwanzig Elemente erhalten. Diese zwanzig Elemente entsprechen 200 Metern Hecken.

**Art. 10** - Die zu beachtenden Bedingungen sind die Folgenden:

- 1° bei den beihilfefähigen Elementen, die sich auf landwirtschaftlichen Flächen oder am Rande von landwirtschaftlichen Flächen befinden, handelt es sich um:

a) hochstämmige Obstbäume, die in Wiesen stehen;

b) alleinstehende tote oder lebende einheimische Laubbäume, -sträucher oder Büsche, die in einer Entfernung von mehr als 10 Metern von jeglichem anderen Baum, Busch, Gehölzstreifen oder jeglicher Hecke stehen, die einen Stammumfang von mindestens 40 cm, gemessen auf einer Höhe von 1m50, aufweisen, und deren Krone einen Durchmesser von mindestens 4 Metern aufweist, außer wenn der Baum geschnitten wurde;

c) einheimische Büsche und Sträucher von Laubbaumarten, die in einer Entfernung von mehr als 2 Metern von jeglichem anderen Baum, Hain, Gehölzstreifen oder jeglicher Hecke stehen, der bzw. die eine Höhe von mehr als 1,5 Meter aufweist;

d) Haine mit einer Fläche von weniger als 4 Ar, die in einer Entfernung von mehr als 2 Metern von jeglichem anderen Baum, alleinstehenden Strauch, Gehölzstreifen oder jeglicher Hecke stehen;

2° der Beihilfeempfänger verzichtet auf jede Behandlung mit Unkrautvernichtungsmitteln in einem Abstand von weniger als einem Meter von der Basis der Bäume, Sträucher, Büsche und Haine und hochstämmigen Obstbäume, mit Ausnahme von einer lokalen Behandlung gegen Disteln und Ampfer;

3° die eventuellen Instandhaltungsarbeiten (worunter der Schnitt) sind zwischen dem 1. Juli und dem 15. April einschließlich erlaubt.

#### Unterabschnitt 4 — Tümpel

**Art. 11** - Der Beihilfeempfänger, der sich verpflichtet, auf seinen landwirtschaftlichen Flächen oder am Rande der landwirtschaftlichen Flächen gelegene Tümpel in seiner Erklärung zu vermerken und sie zu unterhalten, kann in den Genuss einer jährlichen Beihilfe von 100 Euro pro Tümpel gelangen. Jeder Tümpel entspricht 400 Metern Hecken.

**Art. 12** - Die zu beachtenden Bedingungen sind die Folgenden:

1° bei den Tümpeln handelt es sich um stehende Gewässer, die auf landwirtschaftlichen Flächen oder am Rande von landwirtschaftlichen Flächen gelegen sind, mit einer Mindestwasserfläche von 25 m<sup>2</sup> zwischen dem 1. November und dem 31. Mai einschließlich, mit höchstens 10 Ar freiem Wasser und einer Mindestfläche von 100 m<sup>2</sup> einschließlich des Auenbereichs;

2° ein mindestens sechs Meter breiter Streifen um den Tümpel herum wird nie umgepflügt;

3° um jeden Tümpel wird ein mindestens 2 Meter breiter Streifen aufrechterhalten, der für das Vieh nicht zugänglich ist; es kann jedoch ein Zugang zu einer Tränkstelle eingerichtet werden, unter der Bedingung, dass die zugängliche Fläche 25 v. H. der Fläche und des Umkreises des Tümpels nicht übersteigt;

4° jede Düngung und Behandlung mit Pflanzenschutzmitteln in einem Abstand von weniger als zwölf Metern von den Ufern ist untersagt;

5° jede Einführung von Abfällen sowie die Zucht von Fischen oder Schwimmvögeln sind untersagt;

6° im Fall einer Verschlammung oder einer Verlandung führt der Landwirt ein Ausschlämmen des Tümpels durch.

#### Abschnitt 2 — Methode 2: Naturnahes Grünland

**Art. 13** - Der Beihilfeempfänger, der sich verpflichtet, bestimmte Grünlandflächen nach dem in Artikel 14 angeführten Lastenheft zu bewirtschaften, kann eine jährliche Beihilfe in Höhe von 200 Euro pro Hektar naturnahes Grünland erhalten.

Diese Beihilfe gilt nicht für die Flächen oder Teile von Flächen, die Gegenstand einer Bewirtschaftungseinheit "Wiesen als Lebensräume und prioritäre offene Lebensräume", "Wiesen als Lebensraum von Arten" und "extensive Streifen" im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 sind, für die die Natura 2000-Entschädigung im Sinne des Erlasses vom 8. November 2012 für Grünland mit starken Einschränkungen gewährt wird.

Die Mindestgrenze der Verpflichtung für die Methode wird auf eine Beihilfe von 100 Euro für den Betrieb festgelegt.

Die Höchstgrenze der Verpflichtung für die Methode wird auf 50 Prozent der Grünlandfläche des Betriebs festgelegt. Diese Begrenzung gilt nicht für die ersten 10 Hektar.

**Art. 14** - Die zu beachtenden Bedingungen sind die Folgenden:

1° kein Eingriff auf der landwirtschaftlichen Fläche vom 1. November bis zum 15. Juni einschließlich, mit Ausnahme einer oberflächlichen Einebnung (Verstreichen der Maulwurfshügel oder Wiederherstellung nach Schwarzwildschaden);

2° die Zufuhr von Düngemitteln ist auf eine jährliche Ausbringung von Wirtschaftsdünger zwischen dem 16. Juni und dem 15. August einschließlich beschränkt;

3° zwischen dem 16. Juni und dem 31. Oktober einschließlich darf die Bewirtschaftung der landwirtschaftlichen Fläche entweder durch Beweidung, oder durch Mähen mit Ernte, wobei mindestens 5 v. H. von nicht gemähten Fluchtstreifen bis zum folgenden Mähen oder bis zur folgenden Beweidung zu erhalten sind, durchgeführt werden

4° die Tiere bekommen kein Kraftfutter noch Futtermittel auf der landwirtschaftlichen Parzelle;

5° die Benutzung von Pflanzenschutzmitteln mit Ausnahme der lokalen Behandlung gegen Disteln und Ampfer, die nicht durch die Anlage VI.B des Gesetzes vom 12. Juli 1973 geschützt sind, ist untersagt.

Die Lokalisierung des Fluchtstreifens nach Absatz 1 Ziffer 3 kann bei jedem Schnitt wechseln.

#### Abschnitt 3 — Methode 3: Überschwemmungsgrünland

**Art. 15** - Der Beihilfeempfänger, der sich verpflichtet, bestimmte landwirtschaftliche Grünlandflächen nach dem in Artikel 16 angeführten Lastenheft zu bewirtschaften, kann eine jährliche Beihilfe in Höhe von 200 Euro pro Hektar erhalten. Die Mindestgrenze für die Beihilfefähigkeit dieser Methode ist 100 Euro pro Verpflichtung.

Diese Beihilfe gilt nicht für die Flächen, für welche die Natura 2000-Entschädigung für Grünland mit starken Einschränkungen, noch für die Flächen, für die eine Natura 2000-Entschädigung "extensiver Streifen" im Sinne des Erlasses vom 8. November 2012 für Grünland mit starken Einschränkungen gewährt wird.

**Art. 16** - Die zu beachtenden Bedingungen sind die Folgenden:

1° eine Diagnose betreffend die Hochwassergefahr und das Interesse einer zeitlich begrenzten Überschwemmung der Parzelle im Falle eines Hochwasserscheitels gibt Anlass zu einem vorherigen Expertengutachten, das die spezifischen Bestimmungen in Zusammenhang mit der lokalen Lage, einschließlich der Tierbesatzbedingungen im Falle einer Bewirtschaftung durch Beweidung berücksichtigt;

2° eine zeitlich begrenzte, jedoch periodisch wiederkehrende Überschwemmung der Fläche wird durch wasserbauliche Maßnahmen, die eine Begrünung mit einschließen, durch die Benutzung einer natürlichen Veranlagung des Reliefs oder durch eine Erderhebung, durch welche die überschwemmte Fläche lokal vergrößert wird, gefördert;

3° außer einer im Expertengutachten stehenden Begründung, sind folgende Arbeiten untersagt:

- a. Entwässerung;
- b. Ausschlämmen der Gräben;
- c. Zuschüttung;
- d. Arbeiten, die die Überschwemmung des Geländes beeinträchtigen könnten;

4° auf der Fläche findet während eines im Expertengutachten angegebenen Zeitraums kein Eingriff statt;

5° auf dem überschwemmbareren Bereich und auf einer 6 Meter breiten Pufferzone um den überschwemmbareren Bereich herum findet keine Zufuhr von Düngemittel- und Bodenverbesserungsmitteln statt, mit Ausnahme der Rückführung durch weidende Tiere;

6° die Bewirtschaftung der Fläche erfolgt entweder durch Beweidung, oder durch Mähen mit Ernte des Heus, wie in dem Expertengutachten angegeben;

7° die Benutzung von Pflanzenschutzmitteln mit Ausnahme der lokalen Behandlung gegen Disteln und Ampfer, die nicht durch die Anlage VI.B des Gesetzes vom 12. Juli 1973 geschützt sind, ist untersagt.

Die in Absatz 1 Ziffer 2 genannten Maßnahmen können darin bestehen, dass eine oder mehrere Öffnungen im Uferrücken entlang eines Wasserlaufs gemacht werden, so dass die Wiese überflutet werden kann.

Was Absatz 1 Ziffer 4 betrifft, wird ein einmaliger Eingriff zur oberflächlichen Einebnung durch Verstreichen der Maulwurfshügel oder Wiederherstellung nach Schwarzwildschaden zwischen dem 1. Januar und dem 15. April einschließlich geduldet.

#### *Abschnitt 4 — Methode 4: Biologisch wertvolles Grünland*

**Art. 17** - Der Beihilfeempfänger, der sich verpflichtet, bestimmte Grünlandflächen nach dem Lastenheft "biologisch wertvolles Grünland" zu bewirtschaften, kann eine jährliche Beihilfe in Höhe von 450 Euro pro Hektar erhalten.

Diese Beihilfe wird für die Flächen oder Teile von Flächen, die Gegenstand einer Bewirtschaftungseinheit "Wiesen als Lebensräume und prioritäre offene Lebensräume", "Wiesen als Lebensraum von Arten" im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 sind, für welche die Natura 2000-Entschädigung im Sinne des Erlasses vom 8. November 2012 für Grünland mit starken Einschränkungen gewährt wird, auf 250 Euro pro Hektar gesenkt.

Diese Beihilfe gilt nicht für Flächen, die Gegenstand einer Bewirtschaftungseinheit "extensive Streifen" im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 sind, für die die Natura 2000-Entschädigung im Sinne des Erlasses vom 8. November 2012 für Grünland mit starken Einschränkungen gewährt wird.

In Anwendung von Artikel 9 § 3 des Erlasses der Regierung ist diese Methode innerhalb der Natura 2000 Gebiete für Grünland mit starken Einschränkungen Landbewirtschaftern zugänglich, die keine Landwirte sein. Der Betrag der Beihilfe wird für die Landbewirtschaftler, die keine Landwirte sein, auf 0 € festgelegt.

**Art. 18** - Die zu beachtenden Bedingungen sind die Folgenden:

1° eine vorherige Diagnose über den biologischen Wert der Fläche gibt Anlass zu einem Expertengutachten nach Artikel 12 des Erlasses der Regierung mit für die örtliche Lage spezifischen Bestimmungen;

2° es wird auf der Fläche kein Eingriff während eines in dem Expertengutachten angegebenen Zeitraums erlaubt, der sich, außer besonderer Fälle, vom 1. Januar bis zu einem in diesem Gutachten angegebenen Tag im Juli erstreckt;

3° die auf der Fläche vorhandenen Tiere bekommen kein Kraftfutter noch keine Futtermittel;

4° es darf keine Zufuhr von Düngemitteln und Bodenverbesserungsmitteln stattfinden, mit Ausnahme der Rückführung durch weidende Tiere, außer im Expertengutachten ordnungsgemäß begründeter Ausnahmen;

5° die Benutzung von Pflanzenschutzmitteln mit Ausnahme der lokalen Behandlung gegen Disteln und Ampfer, die nicht durch die Anlage VI.B des Gesetzes vom 12. Juli 1973 geschützt sind, ist untersagt;

6° die Aussaat oder die Nachsaat sind untersagt, außer im Expertengutachten ordnungsgemäß begründeter Ausnahmen;

7° im Fall einer anderen Bewirtschaftung als der Beweidung ist nur der Schnitt mit Entsorgung des Eintrags erlaubt;

8° außer bei einer Begründung im Expertengutachten sind Entwässerungs- und Ausschlammarbeiten in den Gräben verboten.

Was Absatz 1 Ziffer 2 betrifft, wird ein einmaliger Eingriff zur oberflächlichen Einebnung durch Verstreichen der Maulwurfshügel oder Wiederherstellung nach Schwarzwildschaden zwischen dem 1. Januar und dem 15. April einschließlich geduldet.

Im Fall einer anderen Bewirtschaftung als der Beweidung nach Absatz 1 Ziffer 7, werden mindestens 10 Prozent der Fläche als nicht gemähte Fluchtstreifen aufrechterhalten. Bei jedem Schnitt wird ein solcher Fluchtstreifen bis zum nächsten Mähen aufrechterhalten. Die Lokalisierung des Fluchtstreifens kann aufgrund des Expertengutachtens jedoch bei jedem Schnitt wechseln. Im Fall einer Beweidung nach dem Schnitt innerhalb der im Expertengutachten vorgesehenen Frist darf der Fluchtstreifen beweidet werden. Das Expertengutachten gibt die anderen eventuellen Beweidungsmodalitäten an.

#### *Abschnitt 5 — Methode 5: Begraste Wendestreifen*

**Art. 19** - Die Beihilfeempfänger, die sich verpflichten, Feldränder unter Beachtung des Lastenheftes "Begraste Wendestreifen" zu bewirtschaften, können eine jährliche Beihilfe in Höhe von 21,60 Euro je Abschnitt von 20 Metern Länge über eine Standardbreite von 12 Metern erhalten.

Diese Methode gilt nicht für die Flächen, für welche eine Entschädigung für die Bewirtschaftungseinheit "extensive Streifen" unter den Bedingungen des Erlasses vom 8. November 2012 für Grünland mit starken Einschränkungen gewährt wird.

**Art. 20 - § 1 -** Die zu beachtenden Bedingungen sind die Folgenden:

1° der begraste Wendestreifen wird als Ersatz für eine gepflügte Kultur oder einen früheren Wendestreifen oder bepflanzten Ackerstreifen angelegt;

2° der begraste Wendestreifen wird während der Dauer der Verpflichtung auf der Gesamtheit oder einem Teil einer im Laufe dieses Zeitraums einer gepflügten Kultur gewidmeten Fläche aufrechterhalten;

3° der begraste Wendestreifen darf nicht entlang einer Wiese angelegt werden, außer wenn eine Hecke die Wiese von dem begrasten Wendestreifen trennt;

4° die Breite dieser Wendestreifen beträgt an jedem Punkt 12 Meter;

5° die Mindestlänge pro Verpflichtung entspricht 200 Metern in Abschnitten von mindestens 20 Metern;

6° die kumulierte Fläche der begrasten Wendestreifen, bepflanzten Ackerparzellen und bepflanzten Ackerstreifen überschreitet nicht 9 Prozent der gepflügten Kultur des Betriebs, wie sie durch die Zahlstelle auf der Grundlage der bestimmten Flächen der gepflügten Kultur, die in dem Sammelantrag des Beihilfeempfängers für das Jahr der Einreichung des Antrags auf die betroffenen Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen angegeben sind, festgelegt worden ist;

7° beim Anlegen wird der Wendestreifen mit einer diversifizierten Mischung eingesät, deren Arten in § 2 bestimmt sind, und deren Zusammenstellung bei einer Kontrolle vor Ort der Zahlstelle oder ihrer bevollmächtigten Einrichtung mitgeteilt wird;

8° auf dem begrasten Wendestreifen werden keine Dünge- noch Bodenverbesserungsmittel ausgebracht;

9° der begraste Wendestreifen wird mit keinem Pflanzenschutzmittel behandelt, mit Ausnahme der lokalen Behandlung gegen Disteln und Ampfer, die nicht durch die Anlage VI.B des Gesetzes vom 12. Juli 1973 geschützt sind;

10° die einzige erlaubte Bewirtschaftung ist der Schnitt zwischen dem 16. Juli und dem 30. September, mit obligatorischer Ernte;

11° der begraste Wendestreifen ist für zu Freizeitzwecken eingesetzte motorisierte Fahrzeuge nicht zugänglich, und dient nicht als Weg oder als Durchgang für den Verkehr;

12° auf dem Wendestreifen wird die Lagerung von Düngemitteln, Bodenverbesserungsmitteln oder von Ertrag nicht gestattet;

13° bei einem Schlammstrom, bei mehr als 10 cm hohen Ablagerungen oder bei Schäden durch im öffentlichen Interesse durchgeführte zeitweilige Arbeiten werden eine Reinigung und/oder eine neue Anpflanzung der begrasten Bodenbedeckung vorgenommen.

Zur Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 dürfen zwei begraste Wendestreifen nicht längs aneinander grenzen. Es kann jedoch von diesen Grundsätzen abgewichen werden, aber dies nur dann, wenn der betroffene Teil der gepflügten Fläche, auf der der begraste Wendestreifen angelegt worden ist, ursprünglich zwischen 24 und 36 Metern breit war.

Abweichend von Absatz 1 Ziffer 9 ist eine lokale Behandlung mit spezifischen Herbiziden gegen Disteln und Ampfer erlaubt. Bei Vorhandensein des drüsigen Springkrauts muss der Beihilfeempfänger Letzteres vor der Erzeugung von Samen durch Mähen, Zerkleinerung oder Ausreißen.

Zur Anwendung von Absatz 1 Ziffer 10 wird ein nicht gemähter Fluchtstreifen bei jedem Mähen auf einer Mindestbreite von 2 Metern aufrechterhalten. Dieser Fluchtstreifen wird bis zum nächsten Mähen aufrechterhalten. Die Lokalisierung des Fluchtstreifens kann sich bei jedem Mähen ändern. In Abweichung davon kann ein Mähen ohne Ertrag innerhalb von zwölf Wochen nach der Aussaat vorgenommen werden.

§ 2 - Die Wahl der diversifizierten Mischung nach § 1 Absatz 1 Ziffer 7 wird dem Beihilfeempfänger überlassen, unter der Bedingung, dass folgende Bedingungen erfüllt werden, unter Berücksichtigung der Liste der Pflanzenarten für Wendestreifen nach § 3:

1° Gräser:

1. Der Prozentsatz (des Gewichts) des Saatguts liegt zwischen 50 und 85 v.H. der Mischung;

2. Nicht-ausdauernde oder sehr intensive Pflanzen, wie z.B. das hybride, italienische oder Westerworld Raygras sowie die Anbautrespen sind ausgeschlossen;

3. Das englische Raygras, das Wiesenlieschgras, das Knäuelgras und der Wiesenschwingel sind jeweils zu höchstens 30 v.H. in der Mischung vertreten;

2° Leguminosen:

1. Der Prozentsatz (des Gewichts) des Saatguts liegt zwischen 15 und 40 v.H. der Mischung;

2. mindestens 3 Arten sind jeweils zu mindestens 5 v. H. in der Mischung vertreten;

3° sonstige Dikotylen: Andere Dikotylen können in die Mischung integriert werden, unter der Bedingung, dass keine Pflanze mehr als 5 v.H. der Mischung ausmacht.

§ 3. Die Liste der Pflanzenarten für Wendestreifen ist die Folgende:

1° Leguminosen:

1. Hornschotenklee;

2. Hopfenklee;

3. Luzerne;

4. Kulturspargeltee oder Esparsette;

5. Rotklee;

6. Weißklee;

2° sonstige Dikotylen:

1. Weisenkerbel;

2. Kornblume;
3. Blaue Wegwarte;
4. Wilde Möhre;
5. Gewöhnlicher Natternkopf;
6. Wasserdost;
7. Echtes Johanniskraut;
8. Ackerwitwenblume;
9. Wiesenwucherblume;
10. Kuckucks-Lichtnelke;
11. Blutweiderich;
12. Moschus-Malve;
13. Wilde Malve;
14. Weißer Steinklee;
15. Ackerhonigklee;
16. Wasserminze;
17. Wilder Marjoran;
18. Kleinmohn;
19. Klatschmohn;
20. Spitzwegerich;
21. Braunelle;
22. Färberwau;
23. Großer Ampfer;
24. Knotiger Braunwurz;
25. Rauher Beinwell;
26. Beinwell;
27. Bastard-Beinwell;
28. Hybridklee;
29. Inkarnatklee.

#### *Abschnitt 6 — Methode 6: Umweltfreundlicher Ackerbau*

**Art. 21** - Der Beihilfempfänger, der sich verpflichtet, umweltfreundliche Kulturen anzubauen, erhält eine jährliche Beihilfe in Höhe von 200 Euro pro Hektar.

**Art. 22** - Die zu beachtenden Bedingungen sind die Folgenden:

1° der Beihilfempfänger verpflichtet sich, die Methode auf einer Fläche anzuwenden, die mindestens der für diese Methode in seiner ursprünglichen Verpflichtung erwähnten Fläche entspricht, und dies jedes Jahr der Verpflichtung;

2° eine Mischung von Getreiden und Leguminosen anbauen, wobei die zweite Art mindestens 20 v. H. der Mischung entsprechen muss;

3° jede Zufuhr von Dünge- oder Bodenverbesserungsmitteln ist für die genannte Kultur untersagt, und deckt mindestens einen Zeitraum bis zum 15. September für die betreffende Parzelle;

4° die Benutzung von Pflanzenschutzmitteln mit Ausnahme der lokalen Behandlung gegen Disteln und Ampfer, die nicht durch die Anlage VI.B des Gesetzes vom 12. Juli 1973 geschützt sind, ist untersagt. Dieses Verbot erstreckt sich auf den gesamten Zyklus der betreffenden Kultur bis mindestens zum 15. September;

5° der Antrag bezieht sich nur auf die Kultur, die im Laufe des betreffenden Kalenderjahres geerntet wird und die am 31. Mai vorhandene Art der Kultur bestimmt, was angebaut wird.

Die in Absatz 1 Ziffer 1 genannte Mindestfläche ist diejenige, die den Anspruch auf die entsprechende Beihilfe eröffnet. Die zusätzliche Fläche, auf der die Methode ausgeübt wird, gibt keinen Anspruch auf eine Beihilfe kraft der betroffenen Verpflichtung.

#### *Abschnitt 7 — Methode 7: Bepflanzte Ackerparzellen*

**Art. 23** - Der Beihilfempfänger, der die Methode "bepflanzte Ackerparzellen" anwendet, kann eine jährliche Beihilfe von 600 pro Hektar erhalten.

Werden diese Flächen im Rahmen der Vergrünung als im Umweltinteresse genutzte Flächen betrachtet, so wird die Beihilfe auf 350 Euro pro Hektar zurückgebracht.

**Art. 24** - Die zu beachtenden Bedingungen sind die Folgenden:

1° die bepflanzte Ackerparzelle wird als Ersatz für eine gepflügte Kultur angelegt und grenzt nicht an eine Fläche des Betriebs an, für die eine Verpflichtung für die Methoden "begraste Wendestreifen" oder "bepflanzten Ackerstreifen" gilt;

2° die bepflanzte Ackerparzelle wird während der Dauer der Verpflichtung aufrechterhalten;

3° die Größe dieser Agrarflächen liegt zwischen 0,5 und 1,5 Hektar, außer im Falle einer im Expertengutachten spezifizierten und argumentierten Ausnahme;

4° die besonderen Zielsetzungen der bepflanzten Ackerparzelle sowie insbesondere die Wahl des Standorts, der Abmessungen, der Zusammensetzung der Bedeckung, der Daten und der Bewirtschaftungsmodalitäten werden in dem in Artikel 11 des Erlasses der Regierung erwähnten Expertengutachten, das die örtlichen Herausforderungen und Beanspruchungen in Sachen Landwirtschaft und Umwelt in Betracht nimmt, angegeben;

5° die Fläche der Gesamtheit der begrasten Wendestreifen, bepflanzten Ackerparzellen und bepflanzten Ackerstreifen überschreitet in keinem Fall 9 Prozent der gepflügten Kultur des Betriebs, wie sie durch die Zahlstelle auf der Grundlage der Flächen der gepflügten Kultur, die in dem Sammelantrag des Beihilfeempfängers für das Jahr der Einreichung des Antrags auf die betroffenen Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen angegeben sind, festgelegt worden ist;

6° es dürfen keine Düngemittel und Bodenverbesserungsmittel benutzt werden, außer im Falle einer im Expertengutachten spezifizierten und argumentierten Ausnahme;

7° keine Anwendung von Pflanzenschutzmitteln, mit Ausnahme der lokalen Behandlung gegen Disteln und Ampfer;

8° bei Vorhandensein des drüsigen Springkrauts ist dessen Vernichtung vor der Erzeugung von Samen durch Mähen, Zerkleinerung oder Ausreißen Pflicht;

9° die betreffenden Agrarflächen sind für zu Freizeit Zwecken eingesetzte motorisierte Fahrzeuge nicht zugänglich, und dienen nicht als Weg oder als Durchgang für den Verkehr;

10° auf der bepflanzten Ackerparzelle wird die Lagerung von Düngemitteln, Bodenverbesserungsmitteln oder von Ertrag nicht gestattet.

#### *Abschnitt 8 — Methode 8: Bepflanzte Ackerstreifen*

**Art. 25** - Der Beihilfeempfänger, der die Methode "bepflanzte Ackerstreifen" anwendet, kann eine jährliche Beihilfe in Höhe von 30 Euro je Abschnitt von 20 Metern Länge über eine Standardbreite von 12 Metern erhalten.

Diese Methode gilt nicht für die Flächen, für welche eine Entschädigung für die Bewirtschaftungseinheit "extensive Streifen" unter den Bedingungen des Erlasses vom 8. November 2012 gewährt wird.

Werden diese Flächen im Rahmen der Vergrünung als im Umweltinteresse genutzte Flächen betrachtet, so wird die Beihilfe auf 8,4 Euro je Abschnitt von 20 Metern Länge über eine Standardbreite von 12 Metern zurückgebracht.

**Art. 26** - Die zu beachtenden Bedingungen sind die Folgenden:

1° der bepflanzte Ackerstreifen wird als Ersatz für eine gepflügte Kultur, einschließlich eines früheren Wendestreifens oder eines früheren bepflanzten Ackerstreifens, angelegt;

2° der bepflanzte Ackerstreifen wird auf der Gesamtheit oder einem Teil einer im Laufe dieses Zeitraums einer gepflügten Kultur gewidmeten Fläche aufrechterhalten;

3° die Standardbreite dieser Streifen beträgt 12 Meter;

4° die Mindestlänge pro Verpflichtung entspricht 200 Metern in Abschnitten von mindestens 20 Metern;

5° die besonderen Zielsetzungen des bepflanzten Ackerstreifens sowie insbesondere die Wahl des Standorts, der Breite, der Zusammensetzung der Bedeckung, der Daten und der Bewirtschaftungsmodalitäten werden in dem Expertengutachten, das die örtlichen Herausforderungen und Beanspruchungen in Sachen Landwirtschaft und Umwelt in Betracht nimmt, angegeben;

6° die Fläche der Gesamtheit der begrasten Wendestreifen und bepflanzten Ackerstreifen überschreitet in keinem Fall 9 Prozent der gepflügten Kultur des Betriebs, wie sie durch die Zahlstelle auf der Grundlage der Flächen der gepflügten Kultur, die in dem Sammelantrag des Beihilfeempfängers für das Jahr der Einreichung des Antrags auf die betroffenen Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen angegeben sind, festgelegt worden ist;

7° es dürfen keine Düngemittel und Bodenverbesserungsmittel benutzt werden, außer im Falle einer im Expertengutachten spezifizierten und argumentierten Ausnahme;

8° die Benutzung von Pflanzenschutzmitteln mit Ausnahme der lokalen Behandlung gegen Disteln und Ampfer, die nicht durch die Anlage VI.B des Gesetzes vom 12. Juli 1973 geschützt sind, ist untersagt;

9° bei Vorhandensein des drüsigen Springkrauts ist dessen Vernichtung vor der Erzeugung von Samen durch Mähen, Zerkleinerung oder Ausreißen Pflicht;

10° die betreffenden bepflanzten Ackerstreifen sind für zu Freizeit Zwecken eingesetzte motorisierte Fahrzeuge nicht zugänglich, und dienen nicht als Weg oder als Durchgang für den Verkehr;

11° auf diesen bepflanzten Ackerstreifen wird die Lagerung von Düngemitteln, Bodenverbesserungsmitteln oder von Ertrag nicht gestattet;

12° ein 20 Meter langer Abschnitt bepflanzten Ackerstreifens entspricht einem Einflussbereich von 0,3 Ha.

Zur Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 dürfen zwei bepflanzte Parzellenstreifen nicht längs aneinander grenzen. Es kann jedoch von diesen Grundsätzen abgewichen werden, wenn der betroffene Teil der gepflügten Fläche in seiner ursprünglichen Form, auf der der bepflanzte Parzellenstreifen angelegt worden ist, zwischen 3 und 42 Meter breit war.

Zur Anwendung von Abs. 1 Ziffer 3 kann die beihilfefähige Breite auf drei Meter zurückgebracht oder bis auf 30 Meter ausgedehnt werden. Die Beihilfe wird proportional an die tatsächliche Breite angepasst.

Abweichend wird Absatz 1 Ziffer 10 wird die Durchfahrt des Traktors anlässlich von landwirtschaftlichen Arbeiten, die auf der angrenzenden Fläche durchzuführen sind, gestattet, wenn dies im Expertengutachten spezifiziert und argumentiert wird.

#### *Abschnitt 9 — Methode 9: Futterautonomie*

**Art. 27** - § 1 - Der Beihilfeempfänger, der sich für die Methode "Futterautonomie" verpflichtet, kann eine wie folgt angegebene jährliche Beihilfe erhalten, für einen mittleren Tierbesatz unter folgenden Werten:

1° 1,4 GVE/ha: 100 Euro pro Hektar Grünland;

2° 1,8 GVE/ha außerhalb der gefährdeten Gebiete: 50 Euro pro Hektar Grünland.

Das gesamte Grünland des Betriebs ist beihilfefähig.

Die Mindestgrenze für die Beihilfefähigkeit der Methode ist 250 Euro pro Verpflichtung auf Ebene des Betriebs. Wenn der Tierbesatz unter 0,6 GVE pro Hektar liegt, werden die für die Berechnung der Beihilfe berücksichtigten Flächen auf die Flächen begrenzt, die notwendig sind, um diesen Grenzwert zu erreichen.

§ 2 - Zur Anwendung der Bestimmungen von Abschnitt 9 gelten folgende Definitionen:

1° GVE: die Großvieheinheit oder Referenzeinheit, die die Aggregierung von Viehbeständen unterschiedlicher Arten und unterschiedlichen Alters vereinfacht. Hierfür werden spezifische Koeffizienten verwendet, die ursprünglich auf der Grundlage des Futterbedarfs der verschiedenen Tierarten festgelegt wurden;

2° gefährdete Gebiete: die gesamten Gebiete, die vom Minister in Anwendung von Artikel R.212 des Buches II des Wallonischen Umweltgesetzbuches als gefährdetes Gebiet bezeichnet werden.

**Art. 28 - § 1 -** Die zu beachtenden Bedingungen sind die Folgenden:

1° der mittlere Tierbesatz des Betriebs liegt unter 1,4 GVE / Ha Futterfläche, so wie in der Kulturgruppe "Grünland und Futterpflanzen" im Sinne von Artikel 5 § 1 des Ministerialerlasses vom 3. September 2015 über die Beihilfen für die biologische Landwirtschaft angegeben;

2° außerhalb eines gefährdeten Gebiets liegt der mittlere Tierbesatz des Betriebs unter 1,8 GVE / Ha Futterfläche, so wie in der Kulturgruppe "Grünland und Futterpflanzen" im Sinne von Artikel 5 § 1 des Ministerialerlasses vom 3. September 2015 über die Beihilfen für die biologische Landwirtschaft angegeben;

3° das einzige Ausbringen organischer Stoffe, das auf den Grünlandflächen erlaubt ist, ist dasjenige in Zusammenhang mit den Ausscheidungen der Tiere, die dazu gedient haben, den Tierbesatz zu bestimmen;

4° mit Ausnahme der lokalen Behandlung unter elektrischen Zäunen sowie gegen Disteln und Ampfer, die nicht durch die Anlage VI.B des Gesetzes vom 12. Juli 1973 geschützt sind, ist die Benutzung von Pflanzenschutzmitteln auf dem beihilfefähigen Grünland untersagt.

Der Tierbesatz entspricht dem durchschnittlichen Jahresbesatz des Betriebs für das betroffene Kalenderjahr. Diese Besatzdichte wird unter Berücksichtigung folgender Elemente berechnet:

1° der Durchschnittswert der täglichen Daten aus dem System zur Kennzeichnung und Registrierung der Tiere (Sanitrace), was die Rinder betrifft;

2° die Anzahl Pferde, die vom Landwirt in seinem Formular für die Einreichung des Sammelantrags des betreffenden Jahres angegeben werden;

3° die jährliche Bestandsaufnahme über die Identifizierung und die Eintragung der Schafe und der Ziegen.

Die Berechnung der Anzahl GVE bezüglich dieser Tiere wird unter Benutzung der folgenden Koeffizienten festgelegt:

1° Rinder von 2 Jahren und älter, Pferde von mehr als 6 Monaten: 1 GVE;

2° Rinder von 0 bis 6 Monaten: 0,4 GVE;

3° Rinder von 6 Monaten bis 2 Jahren: 0,6 GVE;

4° Schafe oder Ziegen von mehr als 6 Monaten: 0,15 GVE;

5° Hirsche von mehr als sechs Monaten: 0,25 GVE.

In Abweichung von Absatz 1 Ziffer 2 ist auf dem Grünland, das keinen Mineraldünger erhält, das Ausbringen von anderen organischen Tierdüngern erlaubt, sofern der Anteil der Bodengebundenheit des Betriebs, wie er im Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, festgelegt wird, höchstens 0,6 entspricht.

§ 2 - Wenn der Beihilfeempfänger die Bedingungen von § 1 erfüllt, erhält er die in Artikel 27 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 genannte Beihilfe.

Wenn der Beihilfeempfänger die Bedingungen von § 1 mit Ausnahme der in § 1 Absatz 1 Ziffer 1 vorgesehenen Bedingung erfüllt, erhält er die in Artikel 27 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 genannte Beihilfe.

Wenn der Tierbesatz unter 0,6 GVE pro Hektar Futterfläche liegt, werden die für die Berechnung der Beihilfe berücksichtigten Flächen auf die Flächen begrenzt, die notwendig sind, um diesen Grenzwert zu erreichen.

#### *Abschnitt 10 — Methode 10: Agrarökologischer Aktionsplan*

**Art. 29 -** Jeder Beihilfeempfänger, der in der wallonischen Region eine oder mehrere landwirtschaftliche Flächen bewirtschaftet und darauf die Methode "Agrarökologischer Aktionsplan" anwendet, kann in den Genuss einer Beihilfe gelangen, die nach der in Artikel 5 § 2 des Erlasses der Regierung bestimmten Formel berechnet wird.

**Art. 30 - § 1 -** Die zu beachtenden Bedingungen sind die Folgenden:

1° vor der Einreichung des Beihilfeantrags mit dem Gutachten des Experten nach Artikel 12 des Erlasses der Regierung vom 3. September 2015 einen agrarökologischen Aktionsplan festsetzen;

2° diesen Aktionsplan, dem die unter Ziffer 3 vorgesehenen Aktualisierungen zugefügt werden, während der Dauer der Verpflichtung durchführen;

3° jedes Jahr ab dem zweiten Jahr der Verpflichtung den Aktionsplan mit Hilfe des Experten aktualisieren, wobei die Durchführung des Aktionsplans bewertet wird und die eventuellen Hindernisse bei dessen Durchführung ausdrücklich identifiziert werden;

4° nach Ablauf der Verpflichtung wird mit Hilfe eines leitenden Beamten ein Bericht erstellt, der die Ergebnisse, Schlussfolgerungen und Aussichten des Aktionsplans in Anbetracht der ursprünglich festgelegten Ziele darstellt;

5° die Stärken und Schwächen des Betriebs im Bereich der Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen werden unter Berücksichtigung der folgenden, als rein informativ zu verstehenden Elemente und der spezifischen Merkmale des Betriebs überprüft:

a) Düngung und Bodenbewirtschaftung (u.a. mit Hilfe folgender Mittel: Düngungsbuch, Düngelpläne, Kompostierung, Biogasgewinnung, Teilnahme an Tierdungbanken, Bedeckung des Bodens im Winter, Annahme von Ratschlägen für eine wohlüberlegte Düngung Stickstoffbilanz, Analyse des Tierfutters und Berechnung von Rationen, Analyse der tierischen Ausscheidungen, Vorkommen von Kulturen mit stark beschränktem Inputeinsatz, lokalisierte Anwendungen, Analyse der landwirtschaftlichen Flächen);

b) Behandlung mit Pflanzenschutzmitteln;

c) Landschaftspflege und Verschönerung der Umgebung des Bauernhofs einschließlich der architektonischen Eingliederung der verschiedenen Gebäude, Pflege der Umgebung des Bauernhofs, Sichtbarkeit von eventuellen negativen Elementen gegenüber den Anliegern und der Öffentlichkeit im Allgemeinen, Verwendung von Pflanzen für die Gestaltung der Umgebung des Bauernhofs, einheimische Eigenschaft der Pflanzungen;

d) Nutzung von Elementen der biologischen Vielfalt und der Landschaft im Agrargebiet einschließlich der Bedeutung des ökologischen Netzes im Betrieb, angemessene Bewirtschaftung der Grenzertragswiesen, Anwendung von Aktionen im Bereich der agrarökologischen Maßnahmen zur Entwicklung des ökologischen Netzes und der Landschaft sowie zur Erhaltung der Umwelt am Rand der landwirtschaftlichen Flächen, verhältnismäßige Länge der geschützten Abschnitte von Wasserläufen, verhältnismäßige Menge der Baumgewächse, die Gegenstand von jährlichen Erhaltungsmaßnahmen sind, extensive Bewirtschaftung von natürlichen Lebensräumen für Rechnung von Vereinigungen oder der Region, Schaffung von natürlichen Lebensräumen (Tümpel, Anpflanzungen,...), Aufnahme der kleinen, in landwirtschaftlichen Geländen lebenden Fauna (Schwalben, Schleiereule, Fledermaus,...), Aktionen zur Erhaltung des landwirtschaftlichen Erbes;

e) Anstrengungen auf dem Gebiet der Klärung und sonstige Umweltaspekte.

Zur Durchführung von Absatz 1 Ziffer 3 muss der Beihilfeempfänger im Falle von wesentlichen Abänderungen im Betrieb ggf. aufgrund neuer Gegebenheiten, die die Durchführung des Plans erleichtern oder verzögern, den leitenden Beamten darüber informieren, damit dieser Plan abgeändert wird.

Anschließend an den Bewertungsbericht nach Absatz 1 Ziffer 4 bedingt eine positive Bewertung des Plans, die auf einer zufriedenstellenden Durchführung der Ziele beruht, die Verlängerung des Plans an diesem Verfalltag.

§ 2 - Der in § 1 Ziffer 1 erwähnte Aktionsplan umfasst die folgenden Elemente:

1° eine Umweltdiagnose (Bestandsaufnahme) des Betriebs, in der folgende Elemente hervorgehoben werden:

a) die vorrangigen Herausforderungen des Gebiets in Sachen Umwelt;

b) die Stärken und Schwächen hinsichtlich der Anwendung einer guten landwirtschaftlichen Praxis;

c) die betriebspezifischen Stärken und Schwächen in Sachen Bemühungen im Bereich der agrarökologischen Maßnahmen, nach dem Plan von § 1 Ziffer 5 mit einem besonderen Nachdruck auf diejenigen, die in Verbindung mit den vorrangigen, auf Ebene des Gebiets identifizierten Herausforderungen in Sachen Umwelt stehen;

2° kurzfristige (d.h. ein Jahr), mittelfristige (d.h. fünf Jahre) und langfristige (Aussichten) Ziele, die auf jeden Fall die Schwächen betreffen und die Trümpfe in Verbindung mit den vorrangigen Herausforderungen des Gebiets in Sachen Umwelt aufwerten;

3° eine Liste von genauen Aktionen im Bereich der agrarökologischen Maßnahmen (u.a. Annahme einer guten landwirtschaftlichen Praxis, Anwendung von agrarökologischen Maßnahmen oder sonstigen Aktionen, die einen Beitrag zur Lösung der Probleme leisten und die identifizierten Stärken aufwerten können) wird gegenüber den Zielen für die drei erwähnten Fristen aufgestellt.

Der Aktionsplan sowie jede seiner Aktualisierungen sind Gegenstand eines durch den leitenden Beamten und den betroffenen Beihilfeempfänger mitunterzeichneten Berichts.

Was die in Absatz 1 Ziffer 2 genannten Ziele betrifft, werden die Umstände, die die Annahme von Zielen verhindern würden, die der einen oder anderen dieser vorrangigen Herausforderungen begegnen können, ausdrücklich identifiziert und angegeben.

Zur Anwendung von Absatz 1 Ziffer 3 werden die Aktionen bezüglich der kurz- und mittelfristigen Ziele realistisch und in einem Zeitplan für die Durchführung festgelegt und geplant.

**Art. 31** - Die gepflügte Kultur, für welche die Eiweiß-Autonomie in Anwendung von Artikel 4 § 2 letzter Absatz des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 gilt, betrifft:

1° die Leguminosen;

2° die Mischungen von Getreiden und Leguminosen;

3° das Wechselgrünland.

#### *Abschnitt 11 — Methode 11: Haltung bedrohter lokaler Rassen*

**Art. 32** - Der Beihilfeempfänger, der sich verpflichtet, Tiere bedrohter lokaler Rassen, die in der nachstehenden Liste angeführt sind, zu halten, kann in den Genuss einer jährlichen Beihilfe von 120 Euro pro Rind, 200 Euro pro Pferd und 30 Euro pro Schaf gelangen.

**Art. 33** - § 1 - Die zu beachtenden Bedingungen sind die Folgenden:

1° der Beihilfeempfänger verpflichtet sich, für jedes Jahr der Verpflichtung eine Anzahl von beihilfefähigen Tieren zu halten, die mindestens der für diese Methode in seinem Beihilfeantrag angegebenen Anzahl entspricht;

2° die betreffenden Tiere entsprechen dem ursprünglichen Standard der als vom Aussterben bedrohten anerkannten Tierart;

3° die betreffenden Tiere sind in dem anerkannten Stammbuch der Rasse oder einem gleichwertigen Schriftstück eingetragen;

4° was die Rassen betrifft, die nicht vom Aussterben bedroht sind, d.h. das belgische Zugpferd und das rote Ardennerschaf, dürfen nur die reinrassigen Tiere, die im Hauptabschnitt des Stammbuchs eingetragen sind, Gegenstand der Methode sein, d.h. diejenigen Tiere, von denen alle Eltern und Großeltern im dem anerkannten Stammbuch der Rasse oder einem gleichwertigen Schriftstück eingetragen sind;

5° für die Pferde und die Rinder sind die betreffenden Tiere wenigstens 2 Jahre und für die Schafe sind sie wenigstens 6 Monate alt;

6° wenn es sich um Rinder oder Schafe handelt, sind die Tiere in dem System zur Kennzeichnung und Registrierung der Tiere (Sanitrace) eingetragen;

7° bei seinem Beihilfeantrag und bei jeder Kontrolle übermittelt der Beihilfeempfänger eine Auflistung der verschiedenen beihilfefähigen Tiere, die er hält.

Die in Absatz 1 Ziffer 1 genannte Zahl ist diejenige, die den Anspruch auf die entsprechende Beihilfe eröffnet. Zusätzliche Tiere geben keinen Anspruch auf eine Beihilfe im Rahmen der betroffenen Verpflichtung.

Die in Absatz 1 Ziffer 6 genannte Auflistung wird von der Einrichtung, die das Stammbuch der betroffenen Rinderrasse führt, ausgestellt, datiert und zertifiziert, und umfasst die Angaben, die die Identifizierung des Tieres, seiner Rasse und seines Halters ermöglichen.

§ 2 - Die Liste der beihilfefähigen bedrohten lokalen Rassen beschränkt sich auf:

1° Rinderrassen:

- a) Blau-Weiß gemischt;  
 b) Ostbelgische Rotbunte;  
 2° Schafrassen:  
 a) Belgisches Milchschaaf;  
 b) Maas und Samberschaaf;  
 c) Gefleckter Ardenner;  
 d) Roter Ardenner;  
 e) Mergellandschaaf;  
 3° Pferderassen:  
 a) Ardenner Zugpferd;  
 b) Belgisches Zugpferd.

## KAPITEL IV — Kumulierte Verpflichtungen

**Art. 34 - § 1** - Die Tabelle der kumulierbaren Methoden für den Teil "Kulturen" nach Artikel 11 Absatz 4 des Erlasses der Regierung ist die Folgende:

A. Kultur	Wendestreifen	Extensive Kulturen	Bepflanzte Ackerstreifen	Bepflanzte Ackerparzellen	Natura - extensiver Streifen	Biologische Landwirtschaft	iUgF Landschaftliche Elemente	iUgF Brachland
Landschaftliche Elemente	K	K	K	K	K	K	X	K
Wendestreifen		X	X	X	X	O	K	X
Extensive Kulturen			X	X	X	O	K	X
Bepflanzte Ackerstreifen				X	X	O	K	K-21,6
Bepflanzte Ackerparzellen					X	O	K	K-250
Natura -extensiver Streifen						O	K	X
Biologische Landwirtschaft							K	O

§ 2. Der Abkürzungsschlüssel zu Paragraph 1 ist:

K = Kumulierung der Beihilfen erlaubt

X = nicht kumulierbar

O = keine Beihilfe für die biologische Landwirtschaft.

K-21,6 = Kumulierung möglich, unter dem Vorbehalt, dass je Abschnitt von 20 Metern mit einer Standardbreite von 12 Metern ein Betrag in Höhe von 21,6 Euro abgezogen wird.

K-250 = Kumulierung möglich, unter dem Vorbehalt, dass je Hektar ein Betrag in Höhe von 250 Euro abgezogen wird.

Unter "Beihilfe für die biologische Landwirtschaft" nach Paragraph 1 versteht man die Beihilfe im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft.

Unter "Natura - extensiver Streifen" nach Paragraph 1 versteht man einen extensiven Streifen im Sinne von Artikel 1 Ziffer 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012.

**Art. 35 - § 1** - Die Tabelle der kumulierbaren Methoden für den Teil "Grünland" nach Artikel 11 Absatz 4 des Erlasses der Regierung ist die Folgende:

B. Grünland	Naturnahes Grünland	Überschwemmungs-Grünland	Biologisch wertvolles Grünland	Futterautonomie	Biologische Landwirtschaft	Natura - Grünland mit schwachen Einschränkungen	Natura - Grünland mit starken Einschränkungen	Natura - extensiver Streifen
Elemente der Landschaft	K	K	K	K	K	K	K	K
Naturnahes Grünland		X	X	K	K	K	X	X
Überschwemmungs-Grünland			X	K	K	K	X	X

B. Grünland	Naturnahes Grünland	Überschwemmungs-Grünland	Biologisch wertvolles Grünland	Futterautonomie	Biologische Landwirtschaft	Natura - Grünland mit schwachen Einschränkungen	Natura - Grünland mit starken Einschränkungen	Natura - extensiver Streifen
Biologisch wertvolles Grünland				K	K	K	K-200	X
Futterautonomie					K	K	K	K
Biologische Landwirtschaft						K	O	O
Natura - Grünland mit schwachen Einschränkungen							X	X
Natura - Grünland mit starken Einschränkungen								X

§ 2. Der Abkürzungsschlüssel zu Paragraph 1 ist:

K = Kumulierung der Beihilfen möglich

X = Kumulierung verboten

O = keine Beihilfe für die biologische Landwirtschaft

K-200 = Kumulierung möglich, unter dem Vorbehalt, das je Hektar ein Betrag in Höhe von 200 Euro abgezogen wird.

Unter "Beihilfe für die biologische Landwirtschaft" nach Paragraph 1 versteht man die Beihilfe im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft.

Unter "Natura - extensiver Streifen" nach Paragraph 1 versteht man einen extensiven Streifen im Sinne von Artikel 1 Ziffer 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012.

#### KAPITEL V — *Umwandlung, Ausdehnung, Ersetzung*

**Art. 36** - Die gemäß Artikel 19 § 2 des Erlasses der Regierung erlaubten Umwandlungen sind die Folgenden:

1° die Umwandlung einer Verpflichtung für eine oder mehrere in Kapitel 3 beschriebenen Methoden in eine Verpflichtung für die Methode 10 "Agrarökologischer Aktionsplan" nach Kapitel 3;

2° die Umwandlung einer Verpflichtung für die Methoden 2 "Naturnahes Grünland" und 3 "Überschwemmungsgrünland" nach Kapitel 3 in eine Verpflichtung für die Methode 4 "biologisch wertvolles Grünland" nach Kapitel 3;

3° die Umwandlung einer Verpflichtung für die Methode 5 "Begraste Wendestreifen" nach Kapitel 3 in eine Verpflichtung für die Methode 8 "Bepflanzte Ackerstreifen" nach Kapitel 3;

4° die Umwandlung einer Verpflichtung für die Methode 6 "Umweltfreundlicher Ackerbau" nach Kapitel 3 in eine Verpflichtung für die Methode 7 "Bepflanzte Ackerstreifen" nach Kapitel 3.

**Art. 37** - Die Umwandlungs-, Ausdehnungs- und Ersetzungsanträge nach Artikel 19 § 1, Artikel 21 § 1 bzw. Artikel 21 § 2 des Erlasses der Regierung werden anhand des in Artikel D.28 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft vorgesehenen Sammelantrags eingereicht.

#### KAPITEL VI — *Verschiedene Bestimmungen*

**Art. 38** - Zur Anwendung von Artikel 12 § 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 wird die Dienststelle durch den Generalinspektor der Abteilung Umwelt und Wasser der Verwaltung vertreten.

Die Beschwerde im Sinne von Artikel 12 des Erlasses der Regierung wird anhand eines bei der Post abgegebenen Einschreibens oder jedes sonstigen Mittels, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, binnen einer Frist von 45 Tagen ab dem Tag, an dem der Beihilfeempfänger von dem angefochtenen Beschluss Kenntnis genommen hat, eingereicht.

Namur, den 3. September 2015

R. COLLIN

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/204324]

**3 SEPTEMBER 2015. — Ministerieel besluit houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun**

De Minister van Landbouw,

Gelet op verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake steun aan plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

Gelet op verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1290/2005 en (EG) nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad;

Gelet op gedelegeerde verordening (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden;

Gelet op gedelegeerde verordening (EU) nr. 807/2014 van 11 maart 2014 tot aanvulling van verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake bijstand voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (Elfpo) en tot invoering van overgangsbepalingen;

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) nr. 808/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (Elfpo);

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandontwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden;

Gelet op het Waals Landbouwwetboek, artikelen D. 4, D.17, D.242, D.243 en D.249;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun tot vervanging van het besluit van 13 februari 2014 tot toekenning van agromilieusteun en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw, inzonderheid op de artikelen 4, §§ 2 en 3, derde lid, 5, §§ 1, eerste lid, en 2, 6, § 1, eerste en vijfde lid, 8, tweede lid, 9, §§ 1, 3° en 4°, en 3, tweede lid, 11, derde lid, 3°, en vierde lid, 12, § 1, eerste en tweede lid en § 5, 13, tweede en derde lid, 17, tweede lid, 19, § 1, 2°, en § 2, 20, eerste en tweede lid en 21, § 1, tweede lid, 2°, en § 2, tweede lid, 2°, 4° en 6°;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 januari 2015;

Gelet op het rapport van 5 februari 2015 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2015 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg gepleegd op 26 februari 2015 en 18 juni 2015 tussen de Gewestregeringen en de Federale overheid;

Gelet op het advies 57.818/2/V van de Raad van State, gegeven op 19 augustus 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat er maatregelen getroffen dienen te worden om de toepassing van de nieuwe Europese programmering mogelijk te maken;

Overwegende dat het Waalse programma voor plattelandontwikkeling, zoals goedgekeurd door de Waalse Regering en aangenomen door de Europese Commissie op 20 juli 2015 uitgevoerd moet worden,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen***Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° besluit van de Regering : Het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun;

3° het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 : het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn;

3° het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 : het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur;

4° de wet van 12 juli 1973 : de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud.

**Art. 2.** Overeenkomstig artikel 6, § 1, eerste lid, van het besluit van de Regering, dient de begunstigde een steunaanvraag in uiterlijk op 31 oktober van het jaar vóór aanvang van zijn verbintenis.

Het schrijven bedoeld in artikel 6, § 1, vijfde lid, van het besluit van de Regering, wordt uiterlijk op 20 december vóór aanvang van zijn verbintenis door het betaalorgaan verstuurd.

HOOFDSTUK II. — *Doelgerichte methoden*

**Art. 3.** Overeenkomstig artikel 4, § 2, van het besluit van de Regering, zijn de doelgerichte methoden bedoeld in het programma voor landelijke ontwikkeling de volgende :

1° methode 3 : overstroombare weiden;

2° methode 4 : weide met een hoge biologische waarde;

3° methode 7 : ingerichte percelen;

4 methode 8 : ingerichte stroken;

5° methode 10 : actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw.

**Art. 4.** Overeenkomstig artikel 4, § 3, derde lid, van het besluit van de Regering, wordt verstaan onder akkerbouwteelt, elke teelt met uitzondering van :

1° weiden;

2° bosgewassen met korte rotatie;

3° miscanthus;

4° bebossingen van landbouwgrond;

5° landbouwpercelen onder bosbedekking;

6° schaalvruchten;

7° groenteteelten onder glas;

8° kwekerijen van fruit- of sierplanten;

9° kerstbomen;

10° kwekerijen van bosplanten;

11° meerjarige fruitteelten.

**Art. 5.** Overeenkomstig artikel 8, tweede lid, van het besluit van de Regering, betekent het betaalorgaan via een document de ontvankelijkheid of de niet-ontvankelijkheid van de steunaanvraag en van de betalingsaanvraag van de begunstigde uiterlijk op 30 juni na de indiening van de betalingsaanvraag.

Overeenkomstig artikel 12, § 1, tweede lid, brengt de deskundige zijn advies uit uiterlijk op 31 december van het jaar van indiening van de steunaanvraag.

### HOOFDSTUK III. — *Het bestek*

#### Sectie 1. — Methode 1 : Vermazingselementen

##### Onderafdeling I. — Algemene bepalingen

**Art. 6.** § 1. De begunstigde die zich ertoe verbindt vermazingselementen aan te geven, niet te vernietigen, te onderhouden en, indien mogelijk, de vermazingselementen van zijn exploitatie te verbeteren, kan in aanmerking komen voor een steun onder de voorwaarden omschreven in de onderafdelingen 2 en 3.

De verbinding bevat voldoende vermazingselementen om een steun van minstens 100 euro toe te kennen aan de begunstigde.

§ 2. De vermazingselementen bevinden zich op landbouwgronden of aan de rand van de landbouwgronden van de exploitatie van de begunstigde.

##### Onderafdeling 2. — Heggen en bosstroken

**Art. 7.** De begunstigde die zich ertoe verbindt heggen en bosstroken aan te geven en te onderhouden, kan in aanmerking komen voor een jaarlijkse steun van 25 euro per schijf van 200 meter verkrijgen.

**Art. 8.** De na te leven voorwaarden zijn de volgende :

1° heggen gelegen op landbouwgronden of aan de rand van landbouwgronden zijn doorlopende stroken met inheemse bomen of struiken;

2° heggen en bosstroken kunnen bestaan uit verschillende gedeelten met een minimale lengte van 10 meter elk;

3° de begunstigde gebruikt geen herbiciden op minder dan een meter van de voet van de heg en op de heg of de bosstrook, met uitzondering van plaatselijke bestrijdingen van distel en rumex.

Wat de heggen bedoeld in het eerste lid, 1°, betreft, kunnen bos- of woudranden of de overwoekering ervan op landbouwpercelen geenszins worden beschouwd als heggen of bosstroken. Rijen inheemse loofbomen op landbouwpercelen, behalve monospecifieke beplantingen of rijen populieren, worden echter beschouwd als heggen. De maximale afstand tussen de bomen van een rij bedraagt 10 meter.

Wat de gedeelten bedoeld in het eerste lid, 2°, betreft, bedraagt de maximale breedte 10 meter. In geval van heggen worden leegten van maximum 2 meter tussen twee gedeelten meegerekend.

##### Onderafdeling 3. — Alleenstaande bomen, struiken en bosjes, hoogstammige vruchtbomen

**Art. 9.** De begunstigde die zich ertoe verbindt alleenstaande bomen, struiken en bosjes, hoogstammige vruchtbomen aan te geven en te onderhouden, kan in aanmerking komen voor een jaarlijkse steun van 25 euro per schijf van twintig elementen. Deze twintig elementen zijn gelijk aan 200 meter heggen.

**Art. 10.** De na te leven voorwaarden zijn de volgende :

1° de in aanmerking komende elementen gelegen op landbouwpercelen of aan de rand ervan bestaan uit :

a) hoogstammige vruchtbomen gelegen in blijvend grasland;

b) alleenstaande bomen, dood of levend, van een inheemse loofsoort, gelegen op meer dan 10 meter van elke andere boom, heg, bosstrook of bosje, waarvan de omtrek van de stam, gemeten op een hoogte van 1,50 meter, gelijk is aan 40 centimeter of meer met een kruindiameter van minstens vier meter, behalve als er gesnoeid wordt;

c) bosjes en struiken van een inheemse loofsoort gelegen op meer dan 2 meter van elke andere boom, heg, bosstrook of bosje, met een hoogte van meer dan 1,5 meter;

d) bosjes kleiner dan 4a gelegen op meer dan 2 meter van elke andere alleenstaande boom, struik, bosstrook of heg;

2° de begunstigde gebruikt geen herbiciden op minder dan een meter van de voet van de bomen en op alleenstaande bomen, struiken en bosjes, hoogstammige vruchtbomen, met uitzondering van plaatselijke bestrijdingen van distel en rumex;

3° eventuele onderhoudswerken, snoeien inbegrepen, kunnen uitgevoerd worden van 1 juli tot en met 15 april.

## Onderafdeling 4. — Poelen

**Art. 11.** De begunstigde die zich ertoe verbindt poelen gelegen op zijn landbouwpercelen of aan de rand ervan aan te geven en te onderhouden, kan in aanmerking komen voor een jaarlijkse steun van 100 euro per poel. Elke poel is gelijk aan 400 meter heggen.

**Art. 12.** De na te leven voorwaarden zijn de volgende :

1° poelen zijn stilstaande watervlakken die op landbouwgronden gelegen zijn of aan de rand ervan en waarvan de oppervlakte vanaf 1 november tot en met 31 mei minimum 25 m<sup>2</sup> bedraagt, met hoogstens 10a vrij water en met een minimale oppervlakte van 100m<sup>2</sup>, oevergebied inbegrepen;

2° een strook van minstens zes meter breed rond de poel mag nooit beploegd worden;

3° een strook van minstens twee meter breed is niet toegankelijk voor het vee; er kan evenwel voorzien worden in een drinkplaats op voorwaarde dat het toegankelijke gedeelte niet meer bedraagt dan 25 % van de oppervlakte en de omtrek van de poel;

4° elke bemesting en gewasbeschermingsmiddelen op minder dan twaalf meter van de oevers is verboden;

5° elke introductie van afvalstof en elke teelt van vissen of zwemvogels zijn verboden;

6° bij dicht- of aanslibbing moet de begunstigde de poel ruimen.

*Afdeling 2. — Methode 2 : Natuurlijke weide*

**Art. 13.** De begunstigde die zich ertoe verbindt bepaalde oppervlakten grasland te beheren overeenkomstig het bestek bedoeld in artikel 14 kan in aanmerking komen voor een jaarlijkse steun van 200 euro per hectare natuurlijke weide.

Er wordt geen steun toegekend voor oppervlakten of gedeelten van oppervlakten die het voorwerp uitmaken van een beheerseenheid "weiden habitats en prioritaire open milieus", "weiden habitats van soorten" en "extensieve stroken" in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 en die in aanmerking komen voor de vergoeding Natura 2000 bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 voor weiland met grote druk.

De minimumdrempel voor een verbintenis voor de methode wordt bepaald tot 100 euro voor een steun in verband met de exploitatie.

De maximumdrempel voor een verbintenis voor de methode wordt bepaald tot 50 % van de oppervlakte van weiden van de exploitatie. De eerste tien hectaren zijn vrijgesteld van deze grens.

**Art. 14.** De na te leven voorwaarden zijn de volgende :

1° geen tussenkomst op de landbouwgrond van 1 november tot en met 15 juni, met uitzondering van een oppervlakkige nivellering, door het slechten van molshopen of herstel van door wilde zwijnen veroorzaakte schade;

2° de aanbreng van bemestingsmiddelen wordt beperkt tot een jaarlijkse strooiing van boerderijmest van 16 juni tot en met 15 augustus ;

3° van 16 juni tot en met 31 oktober, kan het beheer van de landbouwgrond worden uitgevoerd hetzij door grazen, hetzij door maaien met oogst met behoud van minstens 5 percent niet gemaaide schuilgebieden tot de volgende maai- of graasbeurt;

4° op het landbouwperceel mag het vee voeder noch krachtvoeder krijgen;

5° het gebruik van fytofarmaceutische producten, met uitzondering van een plaatselijke bestrijding van rumex en distel niet beschermd bij bijlage VI.B van de wet van 12 juli 1973 is verboden.

De ligging van het schuilgebied bedoeld in het eerste lid, 3°, kan bij elke maaibeurt veranderen.

*Afdeling 3. — Methode 3 : Overstroombare weiden*

**Art. 15.** De begunstigde die zich ertoe verbindt bepaalde landbouwgronden, weiden, te beheren overeenkomstig het bestek bedoeld in artikel 16 kan in aanmerking komen voor een jaarlijkse steun van 200 euro per hectare. De minimumdrempel om in aanmerking te komen voor de methode wordt bepaald tot 100 euro voor per verbintenis.

Er wordt geen steun toegekend voor oppervlakten die in aanmerking komen voor de Vergoeding Natura 2000 voor weiland met grote druk en oppervlakten die in aanmerking komen voor een vergoeding Natura 2000 "Extensieve strookje" bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 voor weilanden met grote druk.

**Art. 16.** De na te leven voorwaarden zijn de volgende :

1° een diagnose betreffende het overstromingsgevaar en betreffende het belang van de tijdelijke overstrooming van het perceel in geval van overstromingspiek geeft aanleiding tot een voorafgaand advies van een deskundige met de bepalingen eigen aan de plaatselijke situatie, waaronder voorwaarden in verband met veebezetting in geval van beheer door begrazing;

2° een tijdelijke maar recurrente overstrooming van de oppervlakte wordt gemakkelijker gemaakt door een beplante waterhuishouding, door het gebruik van een natuurlijke aanleg van het reliëf of door een ophoging van de grond zodat de overstroomde oppervlakte plaatselijk wordt verhoogd;

3° behoudens rechtvaardiging in het advies van de deskundige, zijn de volgende werkzaamheden verboden :

a. afwatering;

b. ruimen van de grachten;

c. opvulling;

d. werken die de overstrooming van het terrein zouden kunnen voorkomen;

4° geen activiteit op de oppervlakte tijdens een periode bepaald in het advies van de deskundige;

5° op het overstroombare gebied en op een buffergebied van 6 meter breed rond het overstroombare gebied, is de aanbreng van bemestings- en grondverbeteringsmiddelen niet toegelaten, met uitzondering van de teruggave aan de bodem door de dieren tijdens het weiden;

6° het beheer van de oppervlakte kan worden uitgevoerd hetzij door grazen, hetzij door maaien met oogst en oprapen van hooi, zoals bedoeld in het advies van de deskundige;

7° het gebruik van fytofarmaceutische producten, met uitzondering van een plaatselijke bestrijding van rumex en distel niet beschermd bij bijlage VI.B van de wet van 12 juli 1973 is verboden.

De waterhuishouding bedoeld in het eerste lid, 2°, kan ook bestaan uit een of verschillende openingen van de overvloed langs de waterloop om de overstroming van de weide mogelijk te maken.

Wat het eerste lid, 4°, betreft, tussen 1 januari en 15 april inbegrepen, wordt evenwel een eenmalige oppervlakkige nivellering (slechten van molshopen of herstel van door wilde zwijnen veroorzaakte schade) toegestaan.

*Afdeling 4. — Methode 4 : Weiden met een hoge biologische waarde*

**Art. 17.** De begunstigde die zich ertoe verbindt bepaalde oppervlakten weiden, te beheren overeenkomstig het bestek "weiden met een hoge biologische waarde" kan in aanmerking komen voor een jaarlijkse steun van 450 euro per hectare.

Deze steun wordt beperkt tot 250 euro voor oppervlakten of gedeelten van oppervlakten die het voorwerp uitmaken van een beheerseenheid "weiden habitats en prioritaire open milieus" en "weiden habitats van soorten" in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 en die in aanmerking komen voor de vergoeding Natura 2000 bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 voor weiland met grote druk.

Er wordt geen steun toegekend voor oppervlakten die het voorwerp uitmaken van een beheerseenheid "extensieve stroken" in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 en die in aanmerking komen voor de vergoeding Natura 2000 bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 voor weiland met grote druk.

Overeenkomstig artikel 9, § 3, van het besluit van de Regering, is deze methode toegankelijk voor grondbeheerders die geen landbouwers zijn voor oppervlakten weiden met grote druk binnen de Natura 2000-gebieden. Het bedrag van de steun is bepaald tot 0 € voor grondbeheerders die geen landbouwers zijn.

**Art. 18.** De na te leven voorwaarden zijn de volgende :

1° een voorafgaande diagnose betreffende de biologische waarde van de oppervlakte geeft aanleiding tot een advies van een deskundige overeenkomstig artikel 12 van het besluit van de Regering, met de bepalingen eigen aan de plaatselijke situatie;

2° geen activiteit op de oppervlakte tijdens een in het advies van de deskundige bepaalde periode die, behoudens bijzondere gevallen, van 1 januari tot een in genoemd advies bepaalde datum in juli loopt;

3° het vee aanwezig op de oppervlakte mag voeder noch krachtvoeder krijgen;

4° de aanbreng van bemestings- en grondverbeteringsmiddelen is niet toegelaten, met uitzondering van de teruggave aan de bodem door de dieren tijdens het weiden, behoudens behoorlijk met redenen omklede uitzondering in het advies van de deskundige;

5° het gebruik van fytofarmaceutische producten, met uitzondering van een plaatselijke bestrijding van rumex en distel niet beschermd bij bijlage VI.B van de wet van 12 juli 1973 is verboden;

6° zaaingen of overzaaiingen is verboden, behoudens bijzondere gevallen gerechtvaardigd in het advies van de deskundige;

7° in geval van een ander beheer dan weiden wordt enkel maaien met afvoer van het product toegelaten;

8° behoudens rechtvaardiging in het advies van de deskundige, zijn bagger- of ruimsingswerken in sloten verboden.

Wat het eerste lid, 2°, betreft, tussen 1 januari en 15 april inbegrepen, wordt evenwel een eenmalige oppervlakkige nivellering (slechten van molshopen of herstel van door wilde zwijnen veroorzaakte schade) toegestaan.

In geval van een ander beheer dan door begrazing, zoals bedoeld in het eerste lid, 7°, wordt ten minste 10 % van de perceeloppervlakte niet gemaaid en gehouden in de vorm van vluchtstroken. Bij elke maaibeurt wordt een dergelijk schuilgebied tot de volgende maaibeurt gehandhaafd. De ligging van het schuilgebied kan bij elke maaibeurt echter veranderen, naar gelang van het advies van de deskundige. In geval van weiden na de maaibeurt binnen de in het advies van de deskundige bedoelde termijn, kan het schuilgebied geweid worden. De eventuele andere modaliteiten in verband met het weiden worden nader bepaald in het advies van de deskundige;

*Afdeling 5. — Methode : Met gras bezaaide perceelsranden*

**Art. 19.** De begunstigten die zich ertoe verbinden akkerranden te beheren overeenkomstig het bestek "met gras bezaaide perceelsranden" kunnen in aanmerking komen voor een jaarlijkse steun van 21,60 euro per strook met een lengte van 20 meter en een standaardbreedte van 12 meter.

Er wordt geen steun toegekend voor oppervlakten die het voorwerp uitmaken van een beheerseenheid "extensieve stroken" overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Regering van 8 november 2012 voor weiland met grote druk.

**Art. 20.** § 1. De na te leven voorwaarden zijn de volgende :

1° de met gras bezaaide perceelsrand wordt aangeplant ter vervanging van een akkerbouwoppervlakte of van een voormalige perceelsrand of ingerichte strook;

2° de met gras bezaaide perceelsrand wordt minstens tijdens de duur van de verbintenis gehandhaafd op het geheel of een gedeelte van de omtrek van een oppervlakte die tijdens die periode voor akkerbouwteelt bestemd wordt;

3° de met gras bezaaide perceelsrand mag niet worden aangeplant langs blijvend grasland, behalve als het grasland en de met gras bezaaide perceelsrand door een heg gescheiden worden;

4° de breedte van die perceelsranden bedraagt overal 12 meter;

5° de minimale lengte per verbintenis bedraagt 200 meter, per strook van minstens 20 meter;

6° de gecumuleerde oppervlakte van de met gras bezaaide perceelsranden, ingerichte percelen en stroken mag in geen geval groter zijn dan 9 % van de akkerbouwoppervlakte van het bedrijf zoals bepaald door het betaalorgaan op basis van de vastgelegde akkerbouwoppervlakten vermeld in de verzamelaanvraag van de landbouwer voor het jaar van indiening van de aanvraag van de betrokken agromilieu- en klimaatsteun;

7° bij aanleg moet de perceelsrand ingezaaid worden met een gevarieerd mengsel waarvan de soorten in paragraaf 2 worden bepaald en waarvan de samenstelling wordt meegegeed aan het betaalorgaan of aan het gemachtigde orgaan ervan in geval van controle ter plaatse;

8° er worden geen bemestings- en grondverbeteringsmiddelen gebruikt op de met gras bezaaide perceelsrand;

9° het gebruik van fytofarmaceutische producten, met uitzondering van een plaatselijke bestrijding van rumex en distel niet beschermd bij bijlage VI.B van de wet van 12 juli 1973 is verboden;

10° de enige toegelaten beheerswijze is maaien tussen 16 juli en 30 september, met afvoer van het afgemaaid gras;

11° de met gras bezaaide perceelsrand is niet toegankelijk voor gemotoriseerde voertuigen die voor recreatieve doeleinden worden gebruikt en mag niet worden gebruikt als weg of voor de doorgang van voertuigen;

12° op die perceelsrand worden bemesting, bodemverbetering noch oogst toegelaten;

13° in geval van modderstroom of afzetting van meer dan 10 centimeter dik, of van schade veroorzaakt door tijdelijke werken van openbaar nut, wordt de grasachtige bedekking gereinigd en/of opnieuw aangeplant.

Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, mogen twee met gras bezaaide perceelsranden niet in de lengte naast elkaar liggen. Er kan evenwel van die principes afgeweken worden voor zover de aanvankelijke configuratie van het betrokken gedeelte van de akkerbouwoppervlakte waarop de met gras bezaaide perceelsrand is aangelegd, tussen 24 en 36 meter breed was.

In afwijking van het eerste lid, 9°, is het plaatselijk bestrijden van rumex en distel met specifieke herbiciden evenwel toegelaten. Bij aanwezigheid van Reuzenbalsemien, moet de begunstigde ze vernielen door maaien, vermalen of rooien vooraleer ze zaden produceren.

Voor de toepassing van het eerste lid, 10°, wordt bij elke maaibeurt een strook van minstens 2 meter breed niet gemaaid. Die schuilstrook wordt gehandhaafd tot de volgende maaibeurt. De ligging van de strook kan bij elke maaibeurt veranderen. Afwijkingshalve is toppen zonder oogst toegelaten binnen twaalf weken na het inzaaien.

§ 2. De keuze van de samenstelling bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 7°, wordt overgelaten aan het oordeel van de begunstigde, voor zover wordt voldaan aan volgende voorwaarden, rekening houdend met de lijst van plantensoorten voor perceelsranden bedoeld in paragraaf 3 :

a) basisgramineën :

1. het (gewichts)percentage van de zaden ligt tussen 50 en 85 % van de mengeling;

2. de niet-meerjarige of zeer intensieve soorten, zoals gekruist Italiaans of Westerwoldraaigras, alsook de geteelde dravikken zijn uitgesloten;

3. het Engelse raaigras, het doddegras en de beemdlangbloem vertegenwoordigen elk maximum 30 % van het mengsel;

2° basispeulvruchten :

1. het (gewichts)percentage van de zaden ligt tussen 15 en 40 % van de mengeling;

2. ten minste drie soorten zijn aanwezig, elk naar rata van minimum 5 % van het mengsel;

3° andere dicotylen : in het mengsel kunnen andere dicotylen toegevoegd worden voorzover geen enkele soort 5 % van het mengsel overschrijdt.

§ 3. De lijst van plantensoorten voor perceelsranden is de volgende :

1° Basispeulvruchten :

1. Rolklaver;

2. Hopperupsklaver;

3. Luzerne;

4. Steenklaver;

5. Rode klaver;

6. Witte klaver;

2° andere dicotylen :

1. Wilde kervel;

2. Korenbloem;

3. Wilde cichorei;

4. Wilde peen;

5. Gewoon slangekruid;

6. Leverkruid;

7. Sint-Janskruid;

8. Beemdkroon;

9. Margriet;

10. Koekoeksbloem;

11. Kattestaart;

12. Muskuskaasjeskruid;

13. Groot kaasjeskruid;

14. Witte honingklaver;

15. Akkerhoningklaver;

16. Watermunt;

17.° Wilde marjolein;

18. Kleine klaproos;

19. Gewone klaproos;

20. Smalle weegbree;

21. Gewone brunel;
22. Wouw;
23. Veldzuring;
24. Knopig helmkruid;
25. Ruwe smeerwortel;
26. Smeerwortel;
27. Uplandse smeerwortel;
28. Basterdklaver;
29. Inkarnaatklaver.

*Afdeling 6. — Methode 6 : milieuvriendelijke gewassen*

**Art. 21.** De begunstigde die zich tot milieuvriendelijke gewassen verbindt, kan een jaarlijkse steun van 200 euro per hectare verkrijgen.

**Art. 22.** De na te leven voorwaarden zijn de volgende :

1° de begunstigde verbindt zich ertoe elk jaar van de verbintenis de methode toe te passen op een oppervlakte die ten minste gelijk is aan die welke voor deze methode vermeld wordt in zijn aanvankelijke verbintenis.

2° een mengsel van granen en peulgewassen telen, waarbij het tweede soort minstens gelijk is aan 20 % van het mengsel;

3° elke aanbreng van bemestings- en grondverbeteringsmiddelen is verboden voor bedoeld gewas en dekt minstens een periode die tot 15 september loopt voor het betrokken perceel;

4° het gebruik van fytofarmaceutische producten is verboden met uitzondering van de plaatselijke bestrijding van distel en rumex niet beschermd bij bijlage VI. B van de wet van 12 juli 1973. Dit verbod is van toepassing tijdens de hele cyclus van betrokken teelt en wordt minstens tot 15 september verlengd;

5° de aanvraag mag slechts betrekking hebben op de teelt die tijdens het betrokken kalenderjaar geoogst zal worden en het is de op 31 mei bestaande teelt die bepaalt wat geteelt wordt.

De in het eerste lid, 1°, vermelde minimale oppervlakte is de oppervlakte die het recht opent op de overeenstemmende steun. De bijkomende oppervlakte waarop de methode aangewend wordt, geeft recht op geen enkele steun in hoofde van de betrokken verbintenis.

*Afdeling 7. — Methode 7 : Ingerichte percelen*

**Art. 23.** De begunstigde die de methode "ingerichte percelen" toepast, kan een jaarlijkse steun van 600 euro per hectare verkrijgen.

Indien die oppervlakten als oppervlakten met een ecologische waarde in het kader van de vergroening worden geboekt, kan de steun tot 350 euro per hectare teruggebracht worden.

**Art. 24.** De na te leven voorwaarden zijn de volgende :

1° het ingerichte perceel wordt aangeplant ter vervanging van een akkerbouwoppervlakte en ligt niet rechtstreeks naast een oppervlakte van het bedrijf dat de methode "Met gras bezaaide perceelsranden" of "ingerichte stroken" toepast;

2° het ingerichte perceel wordt tijdens de duur van de verbintenis gehandhaafd;

3° de oppervlakte van die landbouwarealen bedraagt tussen 0,5 en 1,5 ha behalve uitzondering gespecificeerd en geargumenteed in het deskundigenadvies;

4° de bijzondere doelstellingen van het ingerichte perceel alsook de keuze van de plaats, breedte, bodembedekking, datums en beheerswijze worden nader bepaald in het in artikel 11 van het besluit van de Regering bedoelde deskundigenadvies, rekening houdend met de plaatselijke uitdagingen en eisen inzake landbouw en leefmilieu;

5° in geen geval mag de oppervlakte van de met gras bezaaide perceelsranden, ingerichte percelen en ingerichte stroken hoger zijn dan 9 percent van de akkerbouwoppervlakte van het bedrijf zoals bepaald door het betaalorgaan op basis van de akkerbouwoppervlakten vermeld in de verzamelaanvraag van de begunstigde voor het jaar van indiening van de betrokken aanvraag om agromilieu- en klimaatsteun;

6 de aanbreng van bemestings- en grondverbeteringsmiddelen is niet toegelaten behalve uitzondering gespecificeerd en geargumenteed in het deskundigenadvies;

7° het gebruik van fyto-sanitaire producten, met uitzondering van een plaatselijke bestrijding van netel, distel en rumex, is niet toegelaten;

8 ° in geval van aanwezigheid van Reuzenbalsemien is de vernieling door het maaien, het vermalen of het rooien voor de productie van granen verplicht;

9° de betrokken landbouwarealen zijn niet toegankelijk voor gemotoriseerde voertuigen die voor recreatieve doeleinden worden gebruikt. Ze mogen niet gebruikt worden voor de doorgang van voertuigen of als weg;

10° bemesting, bodemverbetering noch oogst worden toegelaten op het ingerichte perceel.

*Afdeling 8. — Methode 8 : Ingerichte stroken*

**Art. 25.** De begunstigde die de methode "ingerichte stroken" toepast, kan een jaarlijkse steun van 30 euro per strook van 20 meter lengte over een standaardbreedte van 12 meter verkrijgen.

Die methode kan niet worden toegepast voor de oppervlakten die in aanmerking komen voor een toelage in hoofde van de beheerseenheid "extensieve stroken" onder de voorwaarden bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012.

Indien die oppervlakten als oppervlakten met een ecologische waarde in het kader van de vergroening worden geboekt, kan de steun tot 8,4 euro per strook van 20 meter lengte over een standaardbreedte van 12 meter teruggebracht worden.

**Art. 26.** De na te leven voorwaarden zijn de volgende :

2° de ingerichte strook wordt aangeplant ter vervanging van een akkerbouwoppervlakte, met inbegrip van een oude perceelsrand of een oude ingerichte strook;

2° de ingerichte strook wordt gehandhaafd op het geheel of op een gedeelte van de perimeter van een oppervlakte die tijdens die periode voor akkerbouwteelt wordt bestemd;

3° de standaardbreedte van die stroken bedraagt 12 meter;

4° de minimale lengte per verbintenis bedraagt 200 meter, per strook van minstens 20 meter;

4° de bijzondere doelstellingen van de ingerichte strook alsook de keuze van de plaats, breedte, bodembedekking, datums en beheerswijze worden nader bepaald in het deskundigenadvies, rekening houdend met de plaatselijke uitdagingen en eisen inzake landbouw en leefmilieu;

6° in geen geval mag de oppervlakte van de met gras bezaaide perceelsranden, ingerichte percelen en ingerichte stroken hoger zijn dan 9 percent van de akkerbouwoppervlakte van het bedrijf zoals bepaald door het betaalorgaan op basis van de akkerbouwoppervlakten vermeld in de verzamelaanvraag van de begunstigde voor het jaar van indiening van de betrokken aanvraag om agromilieu- en klimaatsteun;

7° de aanbreng van bemestings- en grondverbeteringsmiddelen is niet toegelaten behalve uitzondering gespecificeerd en geargumenteed in het deskundigenadvies;

8° met uitzondering van de plaatselijke bestrijding van distel en rumex niet beschermd bij bijlage VI. B van de wet van 12 juli 1973, is het gebruik van fytofarmaceutische producten verboden;

9° in geval van aanwezigheid van Reuzenbalsemien is de vernieling door het maaien, het vermalen of het rooien voor de productie van granen verplicht;

10° de betrokken ingerichte stroken zijn niet toegankelijk voor gemotoriseerde voertuigen die voor recreatieve doeleinden worden gebruikt. Ze mogen niet gebruikt worden voor de doorgang van voertuigen of als weg;

11° bemesting, bodemverbetering noch oogst worden toegelaten op die stroken;

12° een gedeelte van 20 meter lang van de ingerichte strook heeft een invloed op 0,3 hectare.

Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, mogen twee ingerichte perceelsstroken niet in de lengte naast elkaar liggen. Er kan echter van die principes worden afgeweken voor zover de aanvankelijke configuratie van het betrokken gedeelte van de akkerbouwoppervlakte waarop de ingerichte perceelstrook is aangelegd, tussen 3 en 42 meter breed was;

Voor de toepassing van het eerste lid, 3°, mag de voor de steun in aanmerking komende breedte tot 3 meter teruggebracht worden of tot 30 meter uitgebreid worden. De steun wordt verhoudingsgewijs aangepast aan de effectieve breedte.

In afwijking van het eerste lid, 10, is de doorgang van tractoren toegelaten in geval van landbouwwerken die op de aangrenzende oppervlakte uitgevoerd moeten worden en wanneer het in het deskundigenadvies gespecificeerd en geargumenteed is.

*Afdeling 9. — Methode 9 : voederautonomie*

**Art. 27.** § 1. De begunstigde die de methode "Voederautonomie" toepast, kan een volgende jaarlijkse steun krijgen voor een gemiddelde bezetting kleiner dan :

1° 1,4 GVEB/ha : 100 euro per hectare weideland;

2° 1,8 GVE/ha buiten kwetsbaar gebied : 50 euro per hectare weideland.

Het geheel van de weiden van het bedrijf komt in aanmerking voor de steun.

De minimale subsidiabiliteitsdrempel van de methode wordt op 250 euro per verbintenis van het bedrijf bepaald. Als de veebezetting lager is dan 0,6 GVE per hectare, worden de oppervlakten die in aanmerking worden genomen voor de berekening van de steun, beperkt tot die welke noodzakelijk zijn om die drempel te bereiken.

§ 2. Voor de toepassing van de bepalingen van afdeling 9 wordt verstaan onder :

1 GVE " grootvee-eenheid of referentie-eenheid waarmee een aggregatie van vee van verschillende soorten en leeftijden gemaakt kan worden aan de hand van specifieke coëfficiënten die aanvankelijk opgemaakt zijn op basis van de voedingsbehoeften van elk type dier;

2° kwetsbare gebieden : het geheel van de gebieden die door de Minister aangewezen worden als kwetsbare gebieden overeenkomstig artikel R.212 van het Waalse Milieuwetboek, boek II.

**Art. 28.** § 1. De na te leven voorwaarden zijn de volgende :

1° de gemiddelde veebezetting van het bedrijf is kleiner dan 1,4 GVE per ha voederoppervlakte, zoals vermeld in de gewasgroep "Voederweiden en -gewassen", zoals bepaald in artikel 5, § 1, van het ministerieel besluit van 3 september 2015 betreffende de steun in de biolandbouw;

2° buiten een kwetsbaar gebied, de gemiddelde veebezetting van het bedrijf is kleiner dan 1,8 GVE per ha voederoppervlakte, zoals vermeld in de gewasgroep "Voederweiden en -gewassen", zoals bepaald in artikel 5, § 1, van het ministerieel besluit van 3 september 2015 betreffende de steun in de biolandbouw;

3° de enige toegestane verspreidingen van organische stoffen op die weiden zijn die van de meststoffen voortgebracht door de dieren die gebruikt zijn om de lage veebezetting te berekenen;

4° met uitzondering van de plaatselijke bestrijding onder de elektrische afsluitingen van distel en rumex niet beschermd bij bijlage VI. B van de wet van 12 juli 1973, is het gebruik van fytofarmaceutische producten in de subsidiabele weiden verboden.

De veebezetting is de gemiddelde bezetting van het bedrijf voor het betrokken kalenderjaar. Die bezetting wordt vastgesteld op grond van de volgende elementen :

1° het gemiddelde van de dagelijkse gegevens uit het identificatie- en registratiesysteem Sanitrace, wat betreft runderen;

2° het aantal paardachtigen aangegeven door de landbouwer in zijn verzamelaanvraagformulier voor het betrokken jaar;

3° de jaarlijkse inventaris betreffende de identificatie en registratie van schapen en geiten.

Het aantal GVE's betreffende die dieren wordt berekend d.m.v. de volgende coëfficiënten :

1° runderen van twee jaar en ouder, paarden ouder dan zes maanden : 1 G.V.E;

2° runderen van 0 tot zes maanden : 0,4 G.V.E;

3° runderen tussen zes maanden en twee jaar : 0,6 G.V.E;

4° oaien of geiten ouder dan 6 maanden : 0,15 G.V.E;

5° hertachtigen ouder dan zes maanden : 0,25 G.V.E.

In afwijking van het eerste lid, 2°, wordt de inbreng van andere organische mest op de weiden waarop geen minerale mest wordt verspreid, toegestaan voor zover het grondgebondenheidscijfer van het bedrijf, zoals bepaald in Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, lager dan of gelijk is aan 0,6;

§ 2. Wanneer de begunstigde de voorwaarden van § 1 naleeft, geniet hij de steun bedoeld in artikel 27, § 1, eerste lid, 1°.

Wanneer de begunstigde de voorwaarden van § 1, met uitzondering van de in § 1, eerste lid, 1°, bedoelde voorwaarde, naleeft, geniet hij de steun bedoeld in artikel 27, § 1, eerste lid, 2°.

Als de veebezetting lager is dan 0,6 GVE per hectare voederoppervlakten, worden de oppervlakten die in aanmerking worden genomen voor de berekening van de steun, beperkt tot die welke noodzakelijk zijn om die drempel te bereiken.

#### *Afdeling 10. Methode 10. — Actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw*

**Art. 29.** Elke begunstigde die één of meer landbouwgronden in het Waalse Gewest exploiteert en die de methode "actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw" toepast, kan in aanmerking komen voor een steun die volgens de in artikel 5, § 2, van het besluit van de Regering bedoelde formule wordt berekend.

**Art. 30.** § 1. De na te leven voorwaarden zijn de volgende :

1° vóór de indiening van de aanvankelijke aanvraag een actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw opmaken met het deskundigenadvies bedoeld in artikel 12 van het besluit van de Regering van 3 september 2015;

2° dat actieplan tijdens de duur van de verbintenis uitvoeren door de onder punt 3° bedoelde bijwerkingen op te nemen;

3° elk jaar vanaf het tweede jaar van de verbintenis het actieplan bijwerken met behulp van de deskundige door de uitvoering van het actieplan te evalueren en de eventuele problemen uitdrukkelijk te identificeren.

4° na afloop van de verbintenis, zal een verslag opgesteld met behulp van een begeleidingsambtenaar de resultaten, conclusies en perspectieven van het actieplan voorleggen t.a.v. de nagestreefde doelstellingen.

5° de sterke en zwakke punten van het bedrijf inzake milieuvriendelijke en klimatische landbouw worden onderzocht met inachtneming van de indicatieve lijst van volgende elementen en rekening houdend met zijn specifieke kenmerken :

a) beheer van de bemesting en van de grond (bemestingsboekje en -plan, compostering, biomethanisatie, bijdrage tot mestbanken, wintergrondbedekking, maatregelen voor een redelijke bemesting (tarwe en andere teelten), stikstofbalans, voederanalyse en berekening van porties, analyse van organische dierlijke mest, aanwezigheid van teelten met een sterk verminderd gebruik van biociden en meststoffen, gerichte toepassingen,...), analyses van landbouwgronden;

b) beheer van de fytofarmaceutische behandelingen;

c) landschappelijk beheer en inrichting van de omtrek van de boerderij, met name de architecturale integratie van de verschillende gebouwen, onderhoud van de omtrek van de boerderij, zichtbaarheid van eventuele negatieve elementen t.a.v. omwoners en het publiek in het algemeen, gebruik van beplantingen voor voornoemde inrichting, inheemse aard van de beplantingen;

d) beheer van biodiversiteits- en landschapselementen in het landbouwgebied, met name het gedeelte gebruikt door het ecologisch netwerk in het bedrijf, gepaste uitbating van marginale weiden, goedkeuring van acties voor een milieuvriendelijke landbouw ter ontwikkeling van het ecologisch netwerk en het landschap alsook ter instandhouding van het leefmilieu aan de rand van landbouwgronden, beschermde proportie van waterlopen, proportie van houtelementen die elk jaar onderhouden worden, extensieve exploitatie van natuurlijke milieus voor rekening van verenigingen of van het Gewest, oprichting van natuurlijke milieus (poelen, beplantingen,...), opvang van de aan landbouwgebouwen gebonden kleine fauna (zwaluwen, kerkuilen, vleermuizen,...), acties ter instandhouding van het landbouwpatrimonium;

e) zuiveringsactie en andere milieuaspecten.

Wat betreft de toepassing van het eerste lid, 3°, als het bedrijf belangrijke wijzigingen ondergaat of als, eventueel, nieuwe elementen de uitvoering van het plan vergemakkelijken of vertragen, wordt de begunstigde daarvan op de hoogte gebracht door de begeleidingsambtenaar opdat het plan gewijzigd zou kunnen worden;

Ten gevolge van het in het eerste lid, 4°, bedoelde evaluatieverslag is een positieve evaluatie van het plan, gegrond op een voldoende uitvoering van de doelstellingen, een voorwaarde voor de voortzetting ervan na die vervaldatum.

§ 2. Het actieplan bedoeld in § 1, punt 1°, bevat de volgende elementen :

1° een milieudiagnose (plaatsbeschrijving) van het bedrijf. Die diagnose legt de nadruk op :

a) de prioritaire milieu-uitdagingen van het grondgebied;

b) de sterke en zwakke punten wat betreft de toepassing van de goede landbouwpraktijken;

c) de specifieke sterke en zwakke punten van het bedrijf wat betreft de acties ter bevordering van een milieuvriendelijke landbouw die geïdentificeerd zijn volgens het patroon bedoeld in § 1, 5°, met een bijzondere nadruk op die welke betrekking hebben op de prioritaire milieu-uitdagingen op het hele grondgebied;

2° doelstellingen op korte (één jaar), gemiddelde (vijf jaar) en lange termijn (perspectieven) die in elk geval betrekking hebben op de zwakke punten en die de troeven i.v.m. de prioritaire milieu-uitdagingen van het grondgebied (prioritaire doelstellingen) valoriseren.

3° een lijst van precieze acties voor een milieuvriendelijke landbouw, met inbegrip o.a. van de aanneming van goede praktijken, van maatregelen voor een milieuvriendelijke landbouw of andere soorten acties die ertoe kunnen bijdragen problemen op te lossen en de geïdentificeerde sterke punten te valoriseren, zal worden opgesteld t.o.v. de aangenomen doelstellingen met drie verschillende termijnen.

Het actieplan alsook elke update hiervan maken het voorwerp uit van een verslag dat medeondertekend is door de begeleidingsambtenaar en de betrokken begunstigde.

Wat betreft de in het eerste lid, 2°, bedoelde doelstellingen, worden de factoren die onverenigbaar zouden zijn met de goedkeuring van doelstellingen die inspelen op de ene of andere prioritaire uitdaging, moeten uitdrukkelijk geïdentificeerd en vermeld.

Voor de toepassing van het eerste lid, 3°, zullen de acties betreffende de doelstellingen op korte en gemiddelde termijn zullen realistisch worden bepaald en gepland in een vooruitlopend uitvoeringskalender.

**Art. 31.** De akkerbouwteelten betrokken bij de eiwitautonomie krachtens artikel 4, § 2, laatste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 zijn :

1° de peulgewassen;

2° de mengsels graangewassen - peulgewassen;

3° het tijdelijk grasland.

#### *Afdeling 11. — Methode 11 : bedreigde plaatselijke rassen*

**Art. 32.** De begunstigde die zich verbindt tot het houden van dieren van een bedreigd plaatselijk ras die op onderstaande lijst staan vermeld, komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 120 euro per runder, 200 euro per paard en 30 euro per schaaap.

**Art. 33.** § 1. De na te leven voorwaarden zijn de volgende :

1° de begunstigde verbindt zich ertoe een aantal subsidiabele dieren aan te houden dat minstens gelijk is aan het aantal vermeld in zijn steunaanvraag voor die periode en, dit, elk jaar van de verbintenis;

2° de betrokken dieren voldoen aan de oorspronkelijke standaard van het als met verdwijning bedreigde erkende ras;

3° de betrokken dieren worden opgenomen in het erkende stamboek van het ras of op een gelijkwaardige lijst;

4° voor de rassen die niet met verdwijning bedreigd zijn, namelelijk het Belgisch trekpaard en de Voskop mogen slechts het voorwerp uitmaken van de methode, de raszuivere dieren die opgenomen zijn in de voornamelijke afdeling van het stamboek opgenomen zijn, d.w.z. waarvan alle ouders en grootouders opgenomen zijn in het erkende stamboek van het ras of op een gelijkwaardige lijst;

5° de betrokken dieren zijn minstens 2 jaar oud zijn voor paarden en runderen en minstens 6 jaar oud voor schapen;

6° de dieren worden opgenomen zijn het identificatie- en registratiesysteem voor Sanitrace-dieren, indien het gaat om runderen of schapen;

7° de begunstigde voegt bij zijn steunaanvraag en tijdens elke controle een lijst van de aangehouden subsidiabele verschillende dieren.

Het in het eerste lid, 1°, vermelde aantal is het aantal dat het recht opent op de overeenstemmende steun. De bijkomende dieren komen niet in aanmerking voor een steun in hoofde van de betrokken verbintenis.

De in het eerste lid, 6°, bedoelde lijst wordt opgemaakt, getekend en gecertificeerd door de instelling die de stamboeken beheert en omvat de informatie waarmee het dier, het ras ervan en de houder ervan kunnen worden geïdentificeerd.

§ 2. De lijst van de bedreigde plaatselijke rassen die in aanmerking komen voor de steun is vastgelegd als volgt :

1° rundrassen :

a) gemengd Wit-Blauw;

b) "Pie-rouge de l'Est";

2° schapenrassen :

- Belgisch melkschaap;

b) "Entre-Sambre-et-Meuse"-schaap;

c) Houtlandschaap;

d) Voskop;

e) Mergellandschaap;

3° paardenrassen :

a) Ardenner trekpaard;

b) Belgisch trekpaard.

#### HOOFDSTUK IV. — *Cumulatie van verbintenissen*

**Art. 34.** § 1. De in artikel 11, vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering bedoelde tabel van de cumulatie, deel gewassen, is de volgende :

A. Gewas	Perceelranden	Extensieve gewassen	Ingerichte stroken	Ingerichte percelen	Extensieve Natura-strook	biologische landbouw	SIE -Elementen van het landschap	SIE braakleg-ging
Elementen van het landschap	C	C	C	C	C	C	X	C
Perceelranden		X	X	X	X	O	C	X
Extensieve gewassen			X	X	X	O	C	X
Ingerichte stroken				X	X	O	C	C-21,6
Ingerichte percelen					X	O	C	C-250
Extensieve Natura-strook						O	C	X
Biologische landbouw							C	O

§ 2. De legende van de in § 1 bedoelde tabel is de volgende :

C = toegelaten cumulatie van de premies

X = niet-cumuleerbaar

O = geen steun voor de biologische landbouw

C-21,6 = mogelijke cumulatie onder voorbehoud van de aftrekking van het bedrag van 21,6 euro per strook van de 20 meter voor een standaardlengte van 12 meter.

C-250 = mogelijke cumulatie onder voorbehoud van de aftrekking van het bedrag van 250 euro per hectare.

Onder "steun voor de biologische landbouw" in de zin van § 1 wordt verstaan de steun in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 betreffende de steun in de biolandbouw.

Onder "extensieve Natura 2000-strook" in de zin van § 1 wordt verstaan een extensieve strook bedoeld in artikel 1, 9°, van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012.

**Art. 35.** § 1. De in artikel 11, vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering bedoelde tabel van de cumulatie, deel weiden, is de volgende :

B. Weiden	natuurlijk grasland	Overstroombare weiden	Weide met een hoge biologische waarde	Voederautonomie	biologische landbouw	Natura weiland met zwakke druk	Natura weiland met grote druk	Extensieve Natura-strook
Elementen van het landschap	C	C	C	C	C	C	C	C
natuurlijk grasland		X	X	C	C	C	X	X
Overstroombare weiden			X	C	C	C	X	X
weide met een hoge biologische waarde				C	C	C	C-200	X
Voederautonomie					C	C	C	C
biologische landbouw						C	O	O
Natura weiland met zwakke druk							X	X
Natura weiland met grote druk								X

§ 2. De legende van de in § 1 bedoelde tabel is de volgende :

C = mogelijke cumulatie van de premies

X = cumulatie niet toegelaten

O = geen steun voor de biologische landbouw

C-200 = mogelijke cumulatie onder voorbehoud van de aftrekking van het bedrag van 200 euro per hectare.

Onder "steun voor biologische landbouw" in de zin van § 1 wordt verstaan de steun in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 betreffende de steun in de biolandbouw.

Onder "extensieve Natura 2000-strook" in de zin van § 1 wordt verstaan een extensieve strook bedoeld in artikel 1, 9°, van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012.

#### HOOFDSTUK V. — Omzettingen, uitbreiding en vervanging

**Art. 36.** De omzettingen toegelaten overeenkomstig artikel 19, § 2, van het besluit van de Regering zijn de volgende :

1° de omzetting van een verbintenis voor één of meerdere methodes bepaald in hoofdstuk 3 in één omzetting voor methode 10 "Actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw" omschreven in hoofdstuk 3;

2° de omzetting van een verbintenis voor de methodes 2 "Natuurlijk grasland" en 3 "Overstroombare weiden" bedoeld in hoofdstuk 3 in één omzetting voor methode 4 "weide met een hoge biologische waarde" bedoeld in hoofdstuk 3;

3° de omzetting van een verbintenis voor de methode 5 "Met gras bezaaide perceelsranden" bedoeld in hoofdstuk 3 in één omzetting voor methode 8 "Ingerichte stroken" bedoeld in hoofdstuk 3;

4° de omzetting van een verbintenis voor de methode 6 "Milieuvriendelijke gewassen" bedoeld in hoofdstuk 3 in één omzetting voor methode 7 "Ingerichte percelen" bedoeld in hoofdstuk 3.

**Art. 37.** De omzettings-, uitbreidings- en vervangingsaanvragen die respectievelijk bedoeld zijn in de artikelen 19, § 1 en 21, §§ 1 en 2, van het besluit van de Waalse Regering worden ingediend via de verzamelaanvraag bedoeld in artikel D.28 van het Waalse Landbouwwetboek.

#### HOOFDSTUK VI. — Diverse bepalingen

**Art. 38.** Voor de toepassing van artikel 12, § 5, van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 wordt de dienst vertegenwoordigd door de Inspecteur-generaal van het Departement Leefmilieu en Water van het bestuur.

Het in artikel 12 bedoelde beroep van het besluit van de Waalse Regering wordt bij ter post aangetekend schrijven of via elke verzending die een vaste datum verleent, ingediend binnen een termijn van 45 dagen te rekenen van de dag waarin de begunstigde geïnformeerd is over de betwiste beslissing.

Namen, 3 september 2015.

R. COLLIN